

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 1/6**

**Novembre 2017**

## **S O M M A I R E**

**\*\*\*\*\***

**Délibérations  
Séance du 3 novembre 2017**

**Tome I page 001**

**Délibérations  
Séance du 23 novembre 2017**

**Tome II page 227**

**Décisions  
Séance du 3 novembre 2017**

**Tome II page 350**

**Décisions  
Séance du 23 novembre 2017**

**Tome III page 415**

**Arrêtés Réglementaires  
Novembre 2017**

**Tome III page 466**

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **Délibérations**

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
Du 3 novembre 2017**

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Cadre de vie**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**Cœur de Ville en Lumières 2017 - Partenariat avec les écoles professionnelles  
ESMA, ARTFX, Objectif 3D, ENSAM, Studio M**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'évènement « Le Cœur de Ville en Lumières » 2017, la Ville de Montpellier organise des spectacles « Son et Lumières ».

Ils seront diffusés les 30 novembre et 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2017, entre 18h30 et 22h00.

Cette manifestation se déroule autour de sept sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Arche située rue Jacques Cœur, le Musée Fabre et L'Hôtel St Côme.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur quatre sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre la Cour et le Théâtre de l'Agora.

Les écoles *ESMA*, *ARTFX*, *ENSAM* et *Objectif 3D* seront les partenaires privilégiés de cette action.

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-mappings 2D – 3D, effets spéciaux, jeux vidéo, motion design, vidéo ou cinéma d'animation, etc... selon un scénario original.

L'école Studio M sera aussi associée à cette manifestation en produisant de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.



La convention type avec les quatre écoles est annexée à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ARTFX, *ENSAM* et *Objectif 3D* présentée en annexe ;
- D'autoriser l'école Studio M à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint(e) délégué(e) à signer les conventions ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

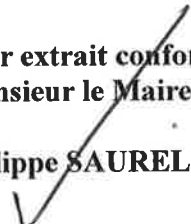
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat écoles

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## Convention de dons alimentaires entre la Ville de Montpellier et l'Association Les Restaurants du Cœur - relais du cœur de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Unité Centrale de Production (UCP) produit plus de 12 800 repas par jour en moyenne (hors vacances scolaires, hors mercredi) sur le principe de la liaison froide, distribués dans les 84 restaurants scolaires répartis sur tout le territoire de la Ville.

Ce mode de production industriel lié à de constantes problématiques de distribution (réservations fluctuantes, arrondis de livraison à prévoir, forte variabilité du type de convives servis...) reste exposé à des surplus alimentaires qui peuvent devenir très importants notamment, lors de périodes de fortes intempéries, de grève ou d'incident imprévu sur l'UCP.

Ces repas non distribués ne peuvent à nouveau être proposés aux enfants de la Ville :

- d'une part, les productions des jours suivant le retour de ces surplus sont soit réalisées, soit en cours de réalisation,
- d'autre part, la production est organisée autour d'un plan alimentaire garantissant l'équilibre nutritionnel sur une période de six semaines.

Dans ces conditions, la Ville de Montpellier, soucieuse de poursuivre sa lutte contre le gaspillage alimentaire et de valoriser ces surplus tout en ayant à cœur d'œuvrer en faveur des plus défavorisés, souhaite établir une convention de dons alimentaires avec l'Association Les Restaurants du Cœur, Relais de l'Hérault.

Sur cette base, la convention jointe en annexe, précise notamment les points suivants :

- les modalités d'organisation de l'enlèvement des dons alimentaires (horaires, moyens matériels, moyens humains, contrôles...) ;
- les modalités de distribution (en aucun cas, la distribution des repas récupérés ne devra être effectuée par l'Association dans leur conditionnement d'origine).
- les règles d'hygiène et de sécurité à respecter ;
- la durée de la convention : 1 an renouvelable par tacite reconduction.

Il est rappelé que la Ville s'engage à mettre gratuitement à disposition les surplus alimentaires de l'UCP pour les besoins exclusifs du Relais du Cœur de l'Hérault situé Parc d'activité du Salaison à Vendargues.

Cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature qui devra être valorisée dans les comptes de l'association et figurer au Compte administratif de la commune (article L 2313-1 du C.G.C.T.).

La Ville transmettra chaque année à l'association le montant valorisé de l'aide attribuée, sur la base des tableaux récapitulatifs mensuels des surplus alimentaires réceptionnés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modalités de la convention de dons alimentaires passée avec l'Association Les Restaurants du cœur, Relais du Cœur de l'Hérault, jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer cette convention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de dons alimentaires

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**Modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) n°4  
de la Ville de Montpellier  
Avis simple sur le projet de modification**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), compétence qu'elle exerce en collaboration avec les Communes selon les modalités définies par la Charte de gouvernance du PLU pour laquelle la Ville de Montpellier s'est prononcée favorablement lors du Conseil Municipal du 19 février 2015.

Par arrêté n°A2017-122, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°4 du PLU de la Commune de Montpellier afin notamment de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, concernant notamment des emplacements réservés.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, les modalités de mise à disposition du projet au public ont été précisées par le Conseil de Métropole par délibération n°14684 du 28 juin 2017.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le projet de modification simplifiée n°4 est soumis à l'avis simple du Conseil Municipal avant son envoi aux personnes publiques associées.

Le projet de modification simplifiée n°4 comprend deux points de modification :

**Modification n°1 – Quartier Hôpitaux Facultés – avenue du Val de Montferrand : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 en vue de la requalification des espaces publics sur la place de la Voie Domitienne et le long de l'avenue du Val de Montferrand.**

**Modification n°2 – Quartier Port Marianne – Cambacérès : suppression des emplacements réservés C219a, C220a et C221a suite à l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement, et correction d'une erreur matérielle.**

Considérant que les modifications proposées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée définie à l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme, dans la mesure où elles n'auront pas pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Les évolutions projetées par la modification simplifiée n°4 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- **donner** un avis favorable, au titre de la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, sur le dossier de modification simplifiée n°4 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- **autoriser** Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PLU - Note de présentation des modifications

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**ZAC Nouveau Saint Roch  
Demande d'agrément de candidature  
VINCI IMMOBILIER/PRAGMA/ARCADE LOT 3**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de VINCI/PRAGMA/ARCADE en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 3 de la ZAC, la réalisation de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de commerces et de bureaux.



**Dénomination du candidat :** VINCI/PRAGMA/ARCADE

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch Lot 3

**Parcelles cadastrées :** section EV n°530

**Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :** 2 729 m<sup>2</sup>

Logements en accession aidée, intermédiaire et libre  
Commerces  
Bureaux

**SDP envisagée :** 12 352 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 12 600 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de VINCI/PRAGMA/ARCADE prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de VINCI/PRAGMA/ARCADE pour la construction de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de commerces et de bureaux sur le lot 3 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**PARC MONTCALM  
Ouvrages hydrauliques**

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée  
Métropole et la Ville de Montpellier**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Le schéma d'aménagement pluvial du bassin versant du Lantissargues sur la commune de Montpellier, élaboré en 2003 et actualisé en 2008, a montré que la majorité des collecteurs drainant ce bassin versant avait une capacité hydraulique d'occurrence de 2 à 5 ans. Afin de réduire la fréquence des inondations et la vulnérabilité au risque inondation des personnes et des biens sur ce bassin versant, le schéma directeur prévoyait des aménagements pour supprimer les débordements jusqu'à une crue décennale et limiter les nuisances en cas de pluies supérieures.

Les aménagements consistaient en:

- un recalibrage général du réseau pluvial entre la route de Lavérune et le rond-point des Prés d'Arènes,
- l'aménagement de bassins de rétention sur le secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Plusieurs travaux de recalibrage du réseau ont été effectués au fil du temps, notamment lors de la construction de la Ligne 2 du tramway de Montpellier. Les travaux réalisés concernent le secteur de l'avenue Pedro de Luna jusqu'au franchissement de la plateforme ferroviaire, pour un montant de 18,95 M€ T.T.C.



En complément et pour ne pas aggraver les débits vers l'aval sur la commune de Lattes, jusqu'à une crue centennale, le volume des bassins écrêteurs situés en aval de l'autoroute A709 (bassins de Saporta) a été porté à près de 100 000 m<sup>3</sup> en 2008 dans le cadre du chantier de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

L'aménagement projeté aujourd'hui sur le parc Montcalm consiste en la mise en œuvre de 7 bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues. Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de la restructuration urbaine de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, friche militaire de 35 hectares située en secteur urbain dense, à proximité du centre historique. Le mode d'aménagement retenu pour sa partie constructible est celui de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le projet d'aménagement du parc Montcalm, situé hors ZAC, est conçu par la superposition de trois enjeux :

- Le paysage, notamment par le maintien et la création d'alignements d'arbres,
- Les usages de loisirs et sportifs,
- L'hydraulique, par des bassins d'écrêtement des crues.

Les bassins de rétention sont donc dimensionnés et conçus pour intégrer ces multiples fonctions. Ils permettront d'améliorer la protection contre les inondations du Lantissargues par l'écrêtement des débits de crue, ainsi que la gestion des eaux pluviales supplémentaires générées par le projet de ZAC.

Alors que les ouvrages hydrauliques du projet de ZAC feront l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau, il apparaît que le contexte réglementaire a évolué récemment pour l'aménagement des bassins d'écrêtement. Ainsi, le décret « digues » n°2015-526 du 12 mai 2015, a introduit la notion « d'aménagement hydraulique » qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des ouvrages hydrauliques, notamment les bassins d'écrêtement des crues.

Cette notion « d'aménagement hydraulique » est précisée à l'article R 562-18 du Code de l'environnement. Cet article stipule que « cet ensemble d'ouvrages est défini par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R. 214-119-1, qu'elle ou il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera déchargée pour tout événement naturel qui dépasserait le niveau de protection associé à l'aménagement hydraulique.

En conséquence et dans le cadre de cette nouvelle réglementation, c'est la Métropole qui sollicitera Monsieur le Préfet de l'Hérault pour obtenir l'autorisation de réaliser les bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé.

La conception des bassins, qui seront à ciel ouvert, permet de ne pas aggraver le risque sur la zone protégée même en cas de défaillance. En effet, si les bassins ne remplissaient pas leur fonction, les conditions d'inondation seraient similaires à celles de la situation avant aménagement.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique sont donc relativement limitées. Ces mesures sont les suivantes :

- mise en œuvre d'un programme annuel d'entretien des ouvrages,
- mise en œuvre de consignes de surveillance, dont notamment la surveillance du risque d'embâcles pouvant obturer les ouvrages de régulation,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser si nécessaire le Plan Communal de Sauvegarde. A noter toutefois, que le Parc Montcalm et l'accès aux bassins devront être fermés au public en cas d'annonce de crue.

Les ouvrages dont la fonction première est d'être des équipements de loisirs et sportifs ouverts au public seront réalisés par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par la Ville de Montpellier. A l'issue des travaux, ces ouvrages seront rétrocédés à la Ville de Montpellier par l'aménageur.

Cependant ces ouvrages ayant également une fonction hydraulique et Montpellier Méditerranée Métropole étant compétente en matière de lutte contre les inondations, la Métropole sera donc bénéficiaire de l'autorisation administrative et assurera la surveillance des ouvrages.

En effet, au titre de son autorisation administrative, Montpellier Méditerranée Métropole sera gestionnaire des ouvrages hydrauliques, comme précisé par les consignes de surveillance et d'exploitation, la Ville de Montpellier assurant la gestion au quotidien des équipements sportifs et paysagers communaux.

A ce titre, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être délibérée et signée pour préciser les modalités de réalisation et de gestion des ouvrages à mettre en service.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le maire de la Ville de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**ZAC Nouveau Saint Roch  
Demande d'agrément de candidature  
ROXIM/PITCH - Lot 4**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux ) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha.

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, 4 lignes de tramways.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de ROXIM/PITCH en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 4 de la ZAC, la réalisation de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de logements sociaux et de commerces.

**Dénomination du candidat :** ROXIM/PITCH

**Localisation :** ZAC Nouveau Saint-Roch  
Lot 4

**Parcelles cadastrées :** section EV n°530 et EV n°529

**Surface de la partie du lot objet de la demande d'agrément :** 1 718 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** Logements en accession aidée, intermédiaire et libre  
Logements sociaux  
Commerces

**SDP envisagée :** 13 214 m<sup>2</sup> SDP dont

**SDP maximale autorisée :** 13 500 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature de ROXIM/PITCH prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver la candidature de ROXIM/PITCH pour la construction de logements (en accession aidée, intermédiaire et libre), de logements sociaux et de commerces sur le lot 4 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## **PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE**

### **Préemption du fonds de commerce 31 rue Saint Guilhem Bilan de la procédure de rétrocession Lancement de la nouvelle procédure et approbation du cahier des charges**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger ;
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau ;
- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin ;
- Rue Faubourg du Courreau ;
- Rue Saint Guilhem ;
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier ;
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot ;
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne ;
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles ;
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1<sup>er</sup> – rue de l'Université ;
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Par décision du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux.

Dans ce cadre et par décision en date du 17 avril 2015, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LES 2 M, situé 31 rue Saint Guilhem et cadastré section HV 5, au prix proposé dans la déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

Conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, la Ville entend procéder à la rétrocession de ce fonds de commerce avec droit au bail, dans le respect de l'objectif de sauvegarde de la diversité commerciale et artisanale.

La procédure de rétrocession est fixée par les articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme. En synthèse, ces dispositions réglementaires prévoient :

- une délibération du Conseil municipal en vue de lancer la procédure et de valider le cahier des charges de cession ;
- un affichage en mairie pendant 15 jours, avis qu'il est proposé au Conseil de compléter par un avis de publicité sur le site internet de la Ville et dans le quotidien Midi Libre,
- puis une délibération du Conseil municipal en fin de procédure sur le choix de l'acquéreur retenu indiquant les conditions de la cession et les raisons du choix du cessionnaire.

La procédure est conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, cette condition devant être mentionnée dans l'avis de publicité, étant précisé qu'en cas de changement d'activité, ce dernier peut souhaiter conclure un nouveau bail avec éventuellement une modification du montant du loyer.

Une première procédure de rétrocession avait été lancée par le Conseil municipal le 15 décembre 2016 (délibération n° 2016/473), restée sans suite du fait de la défaillance de l'acquéreur.

Un affichage en mairie, une publication sur le site internet de la Ville et dans le quotidien Midi Libre, invitant les personnes intéressées à retirer le cahier des charges et à faire acte de candidature, avaient été effectuées.

Le cahier des charges annexé à la présente délibération a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession afin de garantir le respect des objectifs définis. Conformément à l'article R. 214-11 du code de

**Délibération n°V2017/302**

l'urbanisme instauré par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, ce cahier des charges servira de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du fonds de commerce.

La date de remise des candidatures proposée est le 21 décembre 2017 à 16 heures.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'engager une nouvelle procédure de rétrocession du fonds de commerce du local sis 31 rue Saint Guilhem, conformément aux articles R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme ;
- d'approuver le cahier des charges de rétrocession joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Cahier des charges

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**Quartier Port Marianne - République  
Cession à la SA3M de 4 parcelles  
cadastrées SB 173 SB 174a SC 38b et SB 195a**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne - République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concertée (ZAC), dont la création a été approuvée par le conseil municipal le 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 7 avril 2015.



**Délibération n°V2017/303**

La Ville est propriétaire de parcelles, à une exception près, non bâties pour une superficie totale d'environ 13,5 hectares.

La Ville doit céder à son aménageur 21 parcelles d'une surface de 54 479 m<sup>2</sup> pour permettre la réalisation de l'opération, conservant en propriété les espaces dévolus aux voiries, cheminements, espaces naturels et de rétention.

Suivant l'avis de France Domaine du 13 juillet 2017, ces 21 parcelles, classées en zones AU0-2w, 4AU5-2 et N-2 du plan local d'urbanisme, ont été estimées à 3 761 113,32 € (trois millions six cent soixante et un mille cent treize euros), soit le prix de revient de ce foncier appartenant à la Ville.

Un phasage de ces acquisitions est envisagé pour permettre un échelonnement des paiements sur la durée de l'opération, afin de ne pas pénaliser d'autant le bilan prévisionnel de la ZAC et engendrer des frais financiers conséquents ou une participation d'équilibre compensatoire complémentaire par la Ville concessionnaire.

Il est ainsi proposé de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'en échelonner pour chacun le paiement, de façon à lisser les dépenses de la ZAC Port Marianne - République autour de 500 000 € annuels pour le poste « dépenses » de la concession d'aménagement correspondant aux acquisitions foncières auprès du concédant.

Pour le premier acte, il est proposé de céder les quatre parcelles suivantes, d'une superficie de 7 323 m<sup>2</sup> environ, au prix fixé par les Domaines, soit 1 080 739,41 € nets vendeur :

N° cadastral	Adresse	Superficie des parcelles	Prix de cession
SB 173	967 Avenue de Boirargues	2636 m <sup>2</sup>	566 691,41 €
SB 174a	967 Avenue de Boirargues	1427 m <sup>2</sup>	
SC 38b	1211 Avenue de Boirargues	1302 m <sup>2</sup>	496 184,00 €
SB 195a	Lieu-dit Pont Trinquat	1958 m <sup>2</sup>	17 864,00 €
<b>Total</b>		<b>7 323 m<sup>2</sup></b>	<b>1 080 739,41 €</b>

Ces biens sont libres d'occupation à l'exception de la parcelle SB 174, seul immeuble bâti du périmètre.

La mise en place d'un échéancier permettant le paiement en trois versements est envisagée :

- 500 000 € nets vendeur à la signature de l'acte, fin 2017,
- 500 000 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2018,
- 80 739,41 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2019.

Le prochain acte devrait être passé en 2019 pour le parcellaire suivant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées SB 173, SB 174a, SC38b et SB 195a au prix de 1 080 739,41 € (un million quatre-vingt mille sept cent trente-neuf euros et quarante et un centimes) ;
- de désigner l'Office Notarial de Baillargues en vue de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;

- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Hervé MARTIN.

**FONCIER  
Habitat abordable  
Cession de la parcelle cadastrée AP 354  
Rue du Caroux**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le contexte de tension accrue du marché de l'immobilier au sein des grandes agglomérations françaises, dont la nôtre, conduit à rendre de plus en plus difficile l'accession à la propriété des jeunes ménages et dotés de revenus modestes et intermédiaires.

Plus particulièrement en ce qui concerne Montpellier Méditerranée Métropole, l'INSEE constate une évasion des ménages, dont les actifs travaillent pourtant sur le territoire, notamment sur la Ville-centre.

Cette situation de tension conduit à complexifier l'atteinte de l'objectif du PLH de produire une part de 20% d'accession abordable dans l'offre nouvelle de logements, et peut potentiellement porter atteinte à l'attractivité même du territoire.

Face à cette situation, la Ville de Montpellier et Méditerranée Métropole ont décidé d'agir afin de favoriser activement la constitution d'une offre résidentielle en accession abordable, adaptée à la demande et aux besoins des ménages.

Cet enjeu relève d'une responsabilité collective, qui nécessite toutefois de mobiliser l'ensemble des acteurs de la production du logement autour d'objectifs majeurs et partagés :

- créer une offre de logements en accession adaptée, notamment aux ménages qui travaillent sur la Métropole, davantage en adéquation avec les aspirations résidentielles et avec les capacités financières des ménages ;
- répondre à l'évolution des modes de vie, par des formes d'habitat adaptées à la diversité des parcours résidentiels et des manières de vivre son logement, en constituant une offre alternative et pertinente pour les ménages attirés par le pavillonnaire, en vue de réactiver les parcours résidentiels sur la Métropole et sur la Ville-centre ;
- participer à la détente du marché immobilier local, par des actions déconnectées autant que possible du marché locatif défiscalisé, et ciblées en faveur d'une offre à prix accessible aux ménages à revenus intermédiaires ou en début de parcours résidentiel ;
- participer à l'équilibre social des quartiers en enrichissant leur mixité sociale, par une offre intermédiaire, autre que locative.

L'objectif de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, est donc d'agir à moyen et long terme en mobilisant l'ensemble des acteurs, en premier lieu les promoteurs et les concepteurs, mais également toute la chaîne des intervenants concernés, afin de réinterroger l'ensemble des facteurs et des processus qui conduisent à former le prix de vente final du logement, aussi bien que ses caractéristiques en termes d'habitabilité et de qualité de vie.

La méthode adoptée est d'engager des opérations expérimentales, dans des contextes différenciés, qui permettent de réinventer collectivement la manière de produire et les qualités à apporter à l'habitat, afin de multiplier les références et enseignements de chacune des opérations au fur et à mesure du déploiement de la démarche.

La présente consultation s'inscrit dans le cadre de cette démarche globale, en concertation avec les représentants régionaux de la Fédération des Promoteurs Immobiliers, de l'ordre des Architectes et la Fédération Française du Bâtiment de l'Hérault.

Dans ce contexte, la ville de Montpellier a décidé de mobiliser un terrain nu, dont elle est propriétaire, partiellement arboré, situé 190 rue du Caroux d'une contenance de 3662 m<sup>2</sup>, cadastré AP 354.

La parcelle n'étant nécessaire à aucun usage lié au service public, il a été décidé de procéder à sa mise en vente, par délibération du Conseil municipal du 31 mars 2016, dans le cadre d'un appel à projet au titre du dispositif « Habitat abordable », à travers une opération intégrant également une part de logements locatifs sociaux.

Afin de relancer de l'accession à la propriété et de répondre au besoin de familles ne dépassant pas un certain plafond de ressources, il est proposé de céder ce foncier en vue de la construction d'un programme immobilier à commercialiser à des prix abordables.

Sur la base d'un cahier des charges visant à apprécier la qualité du projet, l'acquéreur du terrain, nécessairement un professionnel de l'immobilier, doit réaliser un programme de logements répondant à trois enjeux :

- maîtriser les coûts d'investissement tout en proposant un concept d'habitat avec des idées justifiant un prix de vente raisonné, facilitant l'accès au logement pour un panel large de familles,
- répondre aux attentes sociales dans l'habitat, aux aspirations à bénéficier d'un cadre de vie et d'un environnement quotidien de qualité,
- démontrer la faisabilité économique d'une telle opération par le biais d'un processus de production immobilière économiquement viable, en collaboration avec des entreprises responsables et citoyennes dans un souci de partage d'expérience dynamique.

Une contrainte fondamentale est posée dans ce dispositif, en contrepartie d'une large liberté de conception laissée aux professionnels : le respect sine-qua-non de revente des logements à des ménages correspondant au plafond de ressources de l'accession à la propriété, ayant un apport personnel limité et soumis à des clauses anti-spéculatives, impliquant a posteriori une pénalité à l'acquéreur en cas de non-respect final des conditions de ce dispositif après réalisation de l'opération.

Sur la base de l'évaluation de France Domaine en date du 24 mars 2016, le prix plancher de vente du foncier de la Ville a été établi à :

- 330 € par m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) affectée au logement abordable,
- 240 € par m<sup>2</sup> de SDP affectée au logement social de type PLUS/PLAI imposé par l'application de la règle de mixité sociale du PLU.

La procédure de vente établie par le Conseil municipal a été mise en œuvre comme suit :

- mise en vente en mai 2016, après insertion d'un avis dans la presse et sur internet, information de la chambre départementale des notaires, de la fédération régionale des promoteurs immobiliers, de la fédération du bâtiment et des travaux publics et de l'ordre des architectes, l'avis fixant au 31 août 2016 la réception des candidatures dont 5 devaient être retenues par un comité technique le 12 janvier 2017,
- sélection d'un projet parmi les 5 présentés par les candidats admis au second tour, projets déposés le 31 mai 2017, par suite soumis à l'avis de la commission consultative des cessions foncières et immobilières, réunie le 7 septembre 2017, avant décision du Conseil municipal sur le choix de l'acquéreur.

Dans ce cadre, ont été réceptionnées 25 candidatures de groupements promoteurs – architectes sélectionnées sur la base des critères suivants : composition de l'équipe, compétence technique (savoir-faire, organisation, expériences), compréhension du concept de « l'Habitat abordable » et caractère innovant de l'approche proposée.

Les 5 candidatures retenues le 12 janvier 2017 sont les suivantes :

- Nexity - Arlab architecture
- Urbis - Blue Tango (Philippe Capelier) architecture
- Crédit Agricole Immobilier - Philippe Rubio architecte
- Eiffage - Portal Teissier architectes
- Angelotti - Christophe Marmey architecte

Il s'agit donc aujourd'hui pour le Conseil municipal de retenir l'acquéreur final du terrain mis en vente.

Globalement, la grande qualité des 5 offres retenues démontre l'intérêt des professionnels, tant pour l'originalité du projet initié par la Ville que pour la faisabilité d'une opération de cette ambition, petite opération à intégrer dans un tissu pavillonnaire de qualité.

Sur la base d'un rapport d'analyse des offres complet, la commission consultative des cessions foncières et immobilières réunie le 7 septembre dernier a émis un avis favorable en vue de retenir la proposition du promoteur Angelotti, associé à l'architecte Christophe Marmey.

Il est donc proposé au Conseil municipal de confirmer ce choix en cédant ce terrain cadastré AP 354p à Angelotti Promotion dans le cadre de la consultation lancée au titre de l'opération « Habitat abordable ».

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de céder à Angelotti Promotion la parcelle AP 354p d'une superficie d'environ 3062m<sup>2</sup> de terrain nu, surface à préciser par géomètre-expert, situé 190 rue du Caroux pour la réalisation d'un programme de logements dans le cadre du dispositif « Habitat abordable » pour un prix de 330 € par m<sup>2</sup> de surface de plancher en logement abordable et de 240 € par m<sup>2</sup> de SDP affectée au logement social soit environ 519 150 € qui seront recalculés à la marge et précisément en fonction de la SDP réelle qui sera octroyée par le permis de construire ;

**Délibération n°V2017/304**

- de dire que la vente sera conditionnée aux conditions suspensives ordinaires et de droit mais également au strict respect du cahier des charges de vente et de l'offre déposée par Angelotti Promotion, à l'octroi d'une garantie de parfait achèvement conforme d'un établissement bancaire et à l'octroi d'une autorisation d'urbanisme purgée de tout recours ;
- de confirmer, conformément aux engagements de l'acquéreur et au cahier des charges de vente, que l'acquéreur devra fournir le bilan prévisionnel de l'opération et la grille réelle de prix de revente des logements aux ménages et, qu'à défaut de strict respect des prix proposés dans son offre, il se verra appliquer, en cas de dépassement, une pénalité de majoration qui sera reprise à l'acte de vente, fixée à 35 % du dépassement constaté au m<sup>2</sup> de SDP ;
- de confier la réitération de la vente à l'office notarial de Me Bonnary, notaire à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- France Domaine estimation AP 0354.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Hervé MARTIN.

**FONCIER**

**Mise en vente des locaux situés 49, 49 bis et 51 cours Gambetta  
Parcelles cadastrées IZ 122 et IZ 123**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire de locaux en copropriété cadastrés IZ 122 et IZ 123, situé 49, 49 bis et 51 cours Gambetta classés en zone 1U1-law au plan local d'urbanisme.

Situés au rez-de-chaussée, ces locaux d'un seul tenant appartiennent à deux copropriétés distinctes.

D'une surface utile d'un peu moins de 50 m<sup>2</sup>, ces locaux, anciennement mis à disposition d'associations, sont libres de toute occupation et disposent d'une entrée individuelle sur le cours Gambetta.

La Ville n'ayant pas l'utilité de ce bien, il est proposé de procéder à sa mise en vente, en vue de valoriser le patrimoine communal et de permettre à un futur acquéreur de créer une activité. Cette cession immobilière est conditionnée par l'affectation du local à une fonction d'activité qu'elle soit commerciale, artisanale, libérale, conforme aux règlements des copropriétés.

La vente de ce bien, de gré-à-gré et après mise en vente publique, est proposée à minima au prix plancher de 66 000 € nets vendeur estimés par France Domaine le 26 juin 2017.

Sont envisagées les modalités de vente suivantes :

- insertion d'un avis de publicité relatif à la mise en vente dans la presse locale et sur le site internet de la Ville de Montpellier et information de la chambre régionale des notaires par courrier,
- remise d'un cahier des charges de cession aux demandeurs intéressés contenant l'obligation d'acquiescer le bien en vue du développement d'une activité commerciale, artisanale ou libérale,
- sélection d'un acquéreur en fonction des critères pondérés suivants :

1. Qualité du projet notamment au regard de la destination du bien et de l'activité envisagée (10 points sur 20),

2. Faisabilité du projet notamment au regard des règles d'urbanisme et de la qualité architecturale proposée en cas de travaux et des garanties financières et bancaires apportées, a minima sur la base d'une lettre de confort (6 points sur 20),

3. Prix de vente proposé sur la base du prix - plancher évalué par les Domaines (4 points sur 20),

Un compromis de vente sera signé avec le candidat sélectionné après avis de la Commission consultative des cessions foncières et immobilières, notamment sous conditions suspensives de financement et d'octroi d'une autorisation d'urbanisme, le cas échéant et après délibération du Conseil municipal autorisant la vente définitive du bien.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser la Ville à procéder à la mise en vente des locaux en copropriétés cadastrés IZ 122 et IZ 123, situé 49, 49 bis et 51 cours Gambetta, après publicité, au prix plancher de 66 000 € nets vendeur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Evaluation des Domaines 49 49 bis 51 crs Gambetta.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Hervé MARTIN.

## Quartier Figuerolles Cession de la parcelle IZ 754

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par arrêté municipal du 5 février 2013, publié au service de la publicité foncière le 6 mai 2013, la Ville est devenue propriétaire de l'immeuble cadastré IZ 355 situé au 21 rue Saint-Antoine.

Cette acquisition est intervenue à la suite d'une procédure de bien vacant et sans maître car cet immeuble était déclaré en péril et menaçait de s'effondrer soit côté rue Saint Antoine, soit sur les avoisinants.

La Ville a acquis le bien en vue de le revendre à un particulier apte à le réhabiliter en logement décent.

En 2015, cette maison de ville a fait l'objet d'une mise en vente après appel à candidature. La vente s'est conclue par un acte notarié signé le 3 juin 2015.

A l'occasion des formalités liées à cet acte notarié, il est apparu que la parcelle concernée incluait physiquement une partie d'une petite cour située à l'arrière de la propriété cadastrée IZ 369 pour une superficie de 2 m<sup>2</sup>.

La Ville a conservé ces 2 m<sup>2</sup> en propriété, matériellement enclavés dans la propriété des consorts Simon, propriétaires voisins de la parcelle IZ 753, en vue de régulariser dès que possible la situation.

Il est donc proposé en conséquence de céder les 2 m<sup>2</sup> en question, cadastrés IZ 754, aux consorts Simon qui ont accepté les conditions de la vente.

La commission consultative des cessions immobilières, réunie le 7 septembre 2017, a émis un avis favorable en vue de cette cession au prix de 95 € nets vendeur, conformément à l'avis des services fiscaux du 24 mai 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la vente aux consorts Simon au prix de 95 € nets vendeur de la parcelle de 2 m<sup>2</sup> cadastrée IZ 754 ;
- de régulariser la vente par acte administratif rédigé par la Ville de Montpellier et de préciser, qu'en cas de difficulté spécifique non connue à ce jour, l'acte serait le cas échéant confié à un office notarial dont les frais seraient à la charge de l'acquéreur ;
- d'inscrire la recette au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 95 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des Domaines du 24 mai 2017.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**MONTPELLIER GRAND COEUR**

**Agrément de candidature**

**CILEO**

**13 rue du Général Vincent à Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession d'un logement situé 13 rue du Général VINCENT à MONTPELLIER

Dénomination du Candidat :

CILEO  
11 Boulevard des Récollets – 31078 TOU-  
LOUSE Cedex 4

<u>Localisation du projet :</u>	13, rue du Général Vincent 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelles cadastrées :</u>	Section IZ 110 d'une superficie de 69m <sup>2</sup>
<u>Nature du projet :</u>	Réhabilitation d'1 logement T2 situé en R+1 et location de celui-ci en loyer conventionné
<u>Surface habitable du logement :</u>	55.85 M <sup>2</sup>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la réhabilitation du T2 situé en R+1 de l'immeuble sis 13 rue du Général VINCENT à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature CILEO 21 rue Daru à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession d'un logement et d'une cave situés 21 rue DARU à MONTPELLIER

#### Dénomination du Candidat

CILEO  
11 Boulevard des Récollets –  
31078 TOULOUSE Cedex 4

#### Localisation :

21, rue DARU

34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées :Section HW 1  
d'une superficie de 61m<sup>2</sup>Nature du projet :Réhabilitation d'1 logement T2 (lié à une cave  
en sous-sol) situé en R+1 et location de celui-  
ci en loyer conventionnéSurface habitable du logement :43.15 M<sup>2</sup>**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la réhabilitation du T2 situé en R+1 de l'immeuble sis 21 rue DARU à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Agrément de candidature

#### CILEO

### 48/50 rue du Faubourg Figuerolles à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession d'un IMMEUBLE situé 48/50 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 3 logements et d'1 commerce.

#### Dénomination du Candidat :

CILEO

11 Boulevard des Récollets –  
31078 TOULOUSE Cedex 4

#### Localisation :

48/50 rue du Faubourg FIGUEROLLES

34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées :Section IZ 382  
d'une superficie de 165 m<sup>2</sup>Nature du projet :

Immeuble de 3 logements collectifs et 1 commerce dont 3 logements en loyer conventionné (la SERM restera propriétaire du commerce)

SDP envisagée :260 m<sup>2</sup> SDP  
Répartie de la manière suivante :  
- 207 m<sup>2</sup> SDP logements  
- 53 m<sup>2</sup> commerce**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète de l'immeuble situé 48/50 rue du Faubourg FIGUEROLLES à MONTPELLIER, comprenant 3 logements qui seront cédés à CILEO et 1 commerce dont la SERM restera propriétaire.
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire****Philippe SAUREL****Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature PROMOLOGIS Lot participatif Berthelot - Passage Clemenceau

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de PROMOLOGIS en vue de la cession du lot n°2 du lotissement « Passage Clémenceau » sis 11 Boulevard BERTHELOT.

#### Dénomination du Candidat :

PROMOLOGIS  
2 rue du Docteur Louis SANIERES – 31000  
TOULOUSE

<u>Localisation :</u>	11 boulevard BERTHELOT 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelles cadastrées :</u>	Section ET 569 d'une superficie de 1320 m <sup>2</sup>
<u>Nature du projet :</u>	Construction d'un immeuble collectif de 21 logements destinés à accueillir un projet d'habitat participatif.
<u>Surface de plancher projetée :</u>	1 800 M <sup>2</sup>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver la candidature de PROMOLOGIS en vue de la construction d'un immeuble collectif de 21 logements destinés à accueillir un projet d'habitat participatif sur le lot n°2 du lotissement Passage Clément-ceau ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## MONTPELLIER NOUVEAU GRAND COEUR

### Agrément de candidature

#### CILEO

11/13 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) une concession d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier nouveau Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2013 et notifiée le 10 décembre 2013.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SA3M propose d'agréer la candidature de CILEO en vue de la cession de l'immeuble situé 11/13 rue du Faubourg du Courreau à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 3 logements et 2 commerces.

#### Dénomination du Candidat :

CILEO

11 Boulevard des Récollets –  
31078 TOULOUSE Cedex 4

<u>Localisation :</u>	11/13, rue Faubourg du Courreau 34 000 MONTPELLIER
<u>Parcelle cadastrée :</u>	Sections HW 110 ET 111 Superficie totale de 97 m <sup>2</sup> (65 m <sup>2</sup> pour la parcelle HW 110 et 32 m <sup>2</sup> pour la parcelle HW 111)
<u>Nature du projet :</u>	Immeuble de 3 logements collectifs, et 2 commerces dont : 2 Logements en loyer conventionné 1 logement en loyer intermédiaire
<u>SDP envisagée :</u>	237 m <sup>2</sup> SDP, répartis de la manière suivante : 160 m <sup>2</sup> SDP logements 77 m <sup>2</sup> SDP commerces

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 3 logements et 2 commerces au 11/13 rue du Faubourg du Courreau à Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010, du 23 juillet 2012 et du 29 septembre 2015.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

SDC 11 rue Proudhon c/o CORUM Immobilier	15 041,00 €
SDC 22 rue Durand, cabinet HUGON REDON (complément)	238,56 €
M. ou Mme DREVON Jean-Claude, 10 rue de la Croix (Celleneuve)	3 180,00 €
<b>Total :</b>	<b>18 459,56 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 18 459,56 € correspondant aux immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Sécurité publique

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON.

#### Excusés : Fabien ABERT.

## Délégation de service public Stationnement payant sur voirie Attribution

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La dépenalisation des amendes de stationnement payant a été adoptée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. Cette réforme entre en vigueur au 1er janvier 2018.

Cette réforme a pour effet de décentraliser la gestion du stationnement payant en voirie aux collectivités.

La Ville de Montpellier étant compétente pour assurer la gestion du stationnement payant en voirie, les zones de stationnement payant ainsi que les tarifs ont été fixés par délibération du 30 mars 2017.

L'exploitation du service public de stationnement comprend principalement :

- La réalisation d'investissements importants : horodateurs, capteurs, bornes pour aires réservées, développement de systèmes d'informations ;



- La mise en œuvre d'un système prédictif de guidage et la réalisation d'un observatoire du stationnement ;
- Les opérations de maintenance et de collecte des horodateurs, l'entretien de la signalétique, la gestion d'une agence commerciale, la commercialisation des produits et services, l'encaissement et la gestion des recettes et des FPS, la gestion des recours administratifs préalables obligatoires et la production de mémoire en défense, les missions de contrôle, des missions d'étude et d'audit.

#### Rappel de la procédure :

Le Conseil Municipal, par délibération du 20 octobre 2016 a approuvé le principe de l'exploitation déléguée du stationnement payant sur le territoire de la commune et a approuvé le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et du décret du 1<sup>er</sup> février 2016 pour l'attribution du contrat de délégation de service public relatif à cette mission de service public.

L'avis du Comité technique (CT) a été recueilli le 20 octobre 2016. L'avis de la Commission Consultative des services publics locaux (CCSPL) a été recueilli le 10 octobre 2016.

A cet effet, et conformément aux dispositions de l'article 14, 15 et 16 du décret du 1<sup>er</sup> février 2016, la commune de Montpellier a publié un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- BOAMP, le 24 décembre 2016
- JOUE, le 24 décembre 2016
- Moniteur du 30 décembre 2016
- Le profil acheteur de la commune

La date limite de remise des candidatures était fixée au 23 janvier 2017 à 17h.

Lors de la séance du 30 Janvier 2017, la commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des candidatures.

Huit candidats ont remis leur dossier de candidature dans les délais prescrits.

Lors de la séance du 23 février 2017, la commission de délégation de service public a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, sept des huit candidats étaient admis à déposer une offre. Le règlement de la consultation ainsi que le programme de la consultation ont été envoyés aux sept candidats retenus.

Il fixait les dates et heures limites de réception des offres au Jeudi 4 mai 2017 à 17 h.

Trois candidats ont remis une offre, un candidat s'est excusé. Aucune offre n'a été reçue après la date limite.

Lors de la réunion du 5 mai 2017, la Commission a procédé à l'ouverture des plis et a enregistré le contenu des offres.

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, lors de la réunion du 6 juin 2017, la Commission a analysé les offres initiales et rendu un avis sur ces offres.

Sur la base de cet avis, des négociations ont été entamées avec les trois candidats. Trois séries de questions ont été envoyées aux candidats les 23 juin 2017, 12 juillet 2017 et 4 août 2017 portant sur des aménagements administratifs, techniques et financiers à leurs conventions initiales.

Les candidats ont été auditionnés à deux reprises les 4 et 25 juillet 2017.

Par courrier du 14 septembre 2017, il a été demandé aux candidats de remettre une offre finale avant le 21 septembre 2017 à 17h.

Seuls, deux candidats ont remis une offre finale complète.

Les critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, hiérarchisés et non pondérés sont les suivants :

- Qualité de l'exploitation
- Valeur technique de l'offre
- Garanties apportées
- Valeur financière de l'offre
- Performance environnementale

Ces critères ont été appréciés au travers des éléments décrits dans le rapport d'analyses des offres figurant en annexe.

Au terme de cette analyse, le choix du pouvoir adjudicateur s'est porté sur TAM.

Par conséquent, l'offre de la société TAM se révélant la plus intéressante au regard des critères de jugement des offres mentionnés dans le règlement de la consultation, Monsieur le Maire propose donc de retenir la société TAM.

L'économie générale du contrat est affirmée dans les clauses essentielles du projet de convention qu'il vous est proposé de conclure avec le candidat :

#### 1) Périmètre de la délégation

La convention sera conclue pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2024.

Le délégataire aura en charge, dans le cadre du contrat, l'exploitation et la gestion du stationnement payant sur voirie.

#### 2) Prestations confiées au Délégataire

Le prestataire aura la charge complète de la gestion et de l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville.

Outre les investissements demandés, le contrat intègre également des obligations en matière de renouvellement des biens afferlés.

Au total, le délégataire s'engage à dépenser une somme de 8 031 976 € HT sur la durée du contrat pour les investissements neufs et le renouvellement.

### 3) Caractéristiques financières de la convention

Une redevance fixe forfaitaire annuelle sera versée à la Ville par le délégataire. Sur la durée du contrat, TAM s'engage sur une redevance fixe de 24 000 000 €.

Un intéressement correspondant à 80% du chiffre d'affaires perçu au-dessus d'un seuil de 6,430M€ et une redevance de surperformance équivalent à 30% de l'EBE supplémentaire réalisé par rapport au prévisionnel sont proposés.

### 4) Contrôle de la Ville de Montpellier et garanties

Afin de permettre à la ville de Montpellier de s'assurer de la bonne exécution de la convention et d'exercer son pouvoir de contrôle, le délégataire produit chaque année à la Ville, avant le 31 mars, le rapport annuel du délégataire.

Le Délégataire est également astreint à la transmission d'un rapport mensuel.

Une redevance de contrôle de 10 000 € sera versée chaque année à la ville de Montpellier pour financer le contrôle de l'exécution de la délégation de service public.

### 5) Biens de retour

A l'expiration de la Délégation, la Ville de Montpellier entrera immédiatement en possession de l'ensemble des biens de retour, entendus comme les biens apportés par le délégant, ainsi que ceux que le délégataire s'est engagé à réaliser dans le cadre du plan d'investissement joint en annexe au contrat.

Les biens de retour seront restitués en bon état de fonctionnement, toutes les dépenses correspondant aux obligations du délégataire étant réputées amorties.

Cette remise s'effectuera à titre gratuit.

### 6) Mesures prévues en cas de défaillance du délégataire

Le délégataire va créer une société dédiée pour l'exploitation du service de stationnement payant sur voirie.

Il s'engage à se substituer à cette société dédiée si elle venait à être liquidée.

En garantie des engagements pris, le Délégataire propose une garantie à première demande qui permettra à la Ville de mobiliser des sommes afin de palier à une éventuelle défaillance du délégataire.

Le contrat détaille avec précisions toutes les pénalités applicables et les éventuels cas de résiliation.

L'offre de TAM répond aux besoins formulés par la Ville et propose un plan financier équilibré, de nature à permettre à la Collectivité de mener à bien conjointement la réforme liée à la décentralisation du stationnement et une politique ambitieuse en matière de stationnement et de mobilité.

**Par conséquent, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le choix de la société TAM pour la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier ;

- D'approuver les termes du contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier annexé à la présente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer avec la société TAM la convention de délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 42 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat DSP stationnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Sécurité publique

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEOUS.

Excusés : Fabien ABERT.

## Délégation de Service Public Fourrière Automobile Ville de Montpellier Attribution

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 7 novembre 2011, la ville de Montpellier avait confié l'exploitation du service public de la fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public, pour une durée de six ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2017.

Afin d'assurer la continuité du service public fourrière automobile, le conseil Municipal a approuvé par délibération, en date du 20 octobre 2016, le principe de l'exploitation déléguée de la fourrière. Cette délibération a autorisé également le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et du décret du 1<sup>er</sup> février 2016 pour l'attribution du contrat de délégation de service public relatif à cette mission de service public.

La mission déléguée comprend essentiellement les activités suivantes :

- L'enlèvement et la mise en fourrière sur le territoire de la ville de Montpellier de tous types de véhicules (voitures particulières, motos et cyclomoteurs, poids lourds,...) en infraction aux règles de stationnement sur la voie publique conformément aux articles R325-1 et suivants du Code de la Route ;
- L'enlèvement des épaves considérées comme des encombrants ;

- Le gardiennage et la restitution des véhicules ;
- Le déplacement de véhicules en cas d'urgence, de force majeure, de manifestation prévues ou non ;
- L'encaissement des frais engagés directement auprès des usagers ;
- La remise des véhicules pour aliénation au service du Domaine
- La remise des véhicules pour destruction à une entreprise spécialisée dans les cas et conditions définis par le Code de la Route ;
- Le gardiennage des véhicules suite aux réquisitions judiciaires ;
- Un service d'enlèvement de véhicules hors d'usage pour destruction auprès des particuliers.

Le délégataire assure la gestion du service à ses risques et périls. Le délégataire se rémunère substantiellement par les recettes perçues correspondantes aux frais afférents à la mise en fourrière, directement auprès des usagers, dans le respect des tarifs maximums fixés par arrêté interministériel.

La Délégation de Service Public est consentie pour une durée de 7 ans : du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024.

Dans le cadre du contrat, est prévue, la mise à disposition par la ville d'un site de stockage avec hangar et locaux à usage de bureaux, situé 1945 avenue de Toulouse, ainsi que d'un terrain de stockage complémentaire, situé 280 chemin de Poutingon.

Conformément aux dispositions de l'article 14,15 et 16 du décret du 1er février 2016, un avis de publicité a été publié dans les parutions suivantes :

- BOAMP le 29 décembre 2016 - annonce n° 16-181620
- JOUE le 30 décembre 2016 - annonce n°S252-464976
- Les Journaux du Midi (éditions : Gard, P.O L'Indépendant, Lozère, Hérault Midi Libre, Aude IN-DEP) le 30 décembre 2016 - annonce n°25982
- l'ARGUS automobile le 12 janvier 2017 n° 4500.
- Le profil acheteur de la commune

La Commission de Délégation de Service Public, réunie le 30 janvier 2017 a ouvert les plis contenant les dossiers de candidature de trois candidats.

Après examen des candidatures, il a été proposé à la commission du 23 février 2017 de retenir les trois candidats et de leur proposer de faire une offre.

Les candidats ont été avertis de la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises leur permettant d'élaborer leur offre. La réception des plis contenant les offres était fixée au 7 juin 2017.

En date du 14 juin, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture des plis, des trois soumissionnaires.

Après étude et analyse des dossiers d'offres initiales, la commission réunie une nouvelle fois le 12 juillet a proposé dans son rapport motivé, d'entamer les négociations avec les trois candidats.

Une séance de négociation s'est déroulée le 7 septembre 2017 et en date du 12 septembre 2017 la ville a demandé aux candidats auditionnés leur offre améliorée. Les trois candidats ont remis leur nouvelle offre dans le délai imparti soit le 20 septembre 2017. La ville a informé les candidats le 5 octobre 2017 que l'offre remise constituait leur offre finale et a clôturé les négociations.

Après étude et analyse des offres finales, la proposition de la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S) s'est révélée la plus intéressante pour la ville, tant pour la version de base que pour celle avec l'option des racks de stockage (cf le rapport d'analyse des offres figurant en annexe).

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal l'approbation de l'offre de base et de l'option relative à la mise en place de racks de stockage pour les véhicules dans la mesure où cette offre répond à l'ensemble des attentes de la ville.

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

La convention est conclue pour une durée de 7 ans, avec une hypothèse d'activité annuelle basée sur 7 944 enlèvements de véhicules, 193 véhicules sous saisies judiciaires, 773 opérations préalables et 34 209 jours de gardiennage.

**Délibération n°V2017/314**

La redevance fixe annuelle versée par le délégataire est de 100 000 € et le niveau de la redevance variable de 15 % de l'ensemble des produits.

Le volume des investissements représente 770 000 € sur la totalité du contrat auquel s'ajoute une prévision du compte Gros Entretien et Renouvellement (GER) de 40 000 € par an.

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le choix de la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) en qualité de délégataire du service public de la Fourrière automobile ;
- d'approuver les termes du contrat de délégation de service public relatif à la fourrière automobile annexé à la présente.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer le contrat de délégation avec la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) et tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de DSP fourrière automobile ville de Montpellier
- Annexe 1 et 2 du contrat
- Annexe 3 à 16

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Sécurité publique

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEOUS.

Excusés : Fabien ABERT.

## Délégation de Service Public Fourrière Automobile Avenant n°6 Modification des tarifs 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

**Délibération n°V2017/315**

Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 02 octobre 2014, un avenant n°3 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 29 septembre 2015, un avenant n°4 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 17 décembre 2015, le Conseil municipal a autorisé la cession du contrat de délégation de service public à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (E.G.S), filiale du groupe EFFIA Stationnement, par la signature de l'avenant n°5 notifié le 18 février 2016. Les clauses et conditions du contrat demeurent applicables dans la mesure où elles n'ont pas été modifiées.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n° 6 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2017.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 116,81 Euros / nouveau tarif 117,50 Euros
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,19 Euros / nouveau tarif 6,23 Euros

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière automobile, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet avenant n°6 des tarifs fourrière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Sécurité publique

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS.

#### Excusés : Fabien ABERT.

## Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance.

Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que *"dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ... des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..."*.

Selon l'article 221-1... *"Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L121-2"*.

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département de l'Hérault a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été

confié à l'association APS 34 par le Conseil Départemental, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée.

Les communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, par délibération en date du 23 novembre 2009, ont signé, une convention organisant le co-pilotage et de co-financement pour la mission de prévention spécialisée. En outre, cette convention définit les modalités de mise en œuvre de la mission ainsi que la coopération entre les deux collectivités.

Pour mener à bien les actions de prévention spécialisée, la Ville de Montpellier s'est engagée à participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs de l'association de prévention spécialisée 34 qui intervient sur la commune. Le Département de l'Hérault assure de par sa compétence le lien avec APS 34 et fournit à la ville les états de dépenses pour le versement de cette participation annuelle.

Pour l'année 2017, la subvention de la ville s'élève à 225 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser, le versement auprès du Département de l'Hérault de la subvention correspondant à 30% du coût annuel de la rémunération des postes d'éducateurs APS 34 ;
- De prélever cette dépense sur les crédits inscrits au BP 2017 - Chapitre 925 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à la Sécurité, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Sécurité publique

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEOUS.

#### Excusés : Fabien ABERT.

## Convention organisation activités Sécurité Routière 2017 - 2018 Interventions Police Municipale / Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Monsieur le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens et notamment en direction des plus jeunes.

Dans ce contexte, la Police Municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique «vélo» est réservée aux classes de CM2.

**Délibération n°V2017/317**

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2017/2018 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention organisation activités sécurité routière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Démocratie participative et Maisons pour tous

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEOUS.

Excusés : Fabien ABERT.

## Mise à disposition de salles à titre gratuit des Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons pour Tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 64 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 18610 €.

Les associations concernées sont :

**MPT CHAMSON** : Aparsa : 245€, Association tutélaire de gestion : 245€, Autre théâtre : 300€, Comité de quartier Rocambale Ouest : 220€, Creham : 245€, Enfance famille d'adoption : 220€, Raiponce : 245€, Pour une éducation à la joie : 110€, Aziyade : 220€, Aïkido Kaizen Montpellier : 140€, Fass karaté shotokan : 270€, Porto libre : 220€, Crazy rebels : 165€, Institut de relations culturelles Franco – Russes : 165€

**MPT CHOPIN** : Association tutélaire de gestion : 140€, Douzart : 350€, REV : 245€

**MPT CAILLENS** : Les petits débrouillards : 110€

**MPT CURIE** : Cap Kdanse : 300€, Association tutélaire de gestion : 165€, Compagnie Vistemboirs : 350€

**MPT CAMUS** : Oudlers : 300€, RC Lemasson : 455€, Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel : 165€, Association de culture physique fondamentale : 270€

**MPT VICTOR** : Ansa : 140€, Cock a Doodle Doo : 245€, Furens Nouba : 165€, Avec : 2055€, Steel : 245€

**MPT LAGRANGE** : CMMP Foucault Adages : 165€, Jazz pirateurs : 245€, Association forme sports et loisirs : 190€, Ansa : 430€, Eurogrece : 245€

**MPT MERCOURI** : Apaj : 300€, A tout théâtre : 270€, Alisé : 455€, Camap : 220€, Papot croix : 350€, Eurogrece : 455€, Pyramide : 270€, Montp'libre : 245€, Crier : 300€, L'avitarelle : 220€, Association de soi : 190€, Je pars a zart : 245€, Kinissi 2 : 165€, Notag street culture : 220€, Let's dance : 220€, Porto libre : 165€, Flamenco puro : 165€, Cid international : 245€

**MPT ESCOUTAIRE** : A domicile Hérault : 300€, Association des paralysés de France : 110€, Bge Montpellier : 245€, Centre culturel esperanto de Montpellier : 350€, Cité citoyenne : 300€, Les compagnons bâtisseurs : 245€, Féminateliens rose et miel de fleur : 245€, Jasmin d'Orient : 455€, Les p'tits loups de Saint Martin : 455€, 3MTKD : 430€, Montpellier Club Handisport : 245€, Patch à tout cœur : 300€, Somis : 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 7810€

Les associations concernées sont :

**MPT CHOPIN** : Agem : 55€

**MPT CHAMSON** : Comité de quartier Rocambale Ouest : 165€

**MPT DUBOUT** : Association Culturelle des maliens de Montpellier : 110€

**MPT VIAN** : Comité de quartier Les Aigures la Rauze : 220€

**MPT CURIE** : Comité de quartier : 165€

**MPT CAMUS** : Oudlers : 220€, Hissenji : 110€, Comité de quartier Croix d'Argent Sabines : 220€, Association de culture physique fondamentale : 55€

**MPT VILLON** : BGE Montpellier : 110€

**MPT ESCOUTAIRE** : Acam : 220€, BGE Montpellier : 220€, Damier Club Montpelliérain : 440€, Jasmin d'Orient : 330€

**MPT LAGRANGE** : Six sens 660€, Attitude 1320€, Flamenco puro 1760€, Gospel Good News 34 : 440€, Axents : 220€, Francas de l'Hérault : 550€, Asmoune : 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau annuel

- Tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Réussite éducative

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Michèle DRAY-FITOUSSI, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL.

## Réalisation d'un groupe scolaire dans le quartier de la Restanque

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de répondre à la pression démographique très forte que connaît la Ville de Montpellier, la réalisation de 11 nouvelles écoles, à construire ou reconstruire d'ici à 2025, est programmée par la collectivité.

Dans ce contexte, la construction d'un groupe scolaire dans le nouveau quartier de la Restanque est souhaitée pour la rentrée 2021.

Partie intégrante du quartier Près d'Arènes, le quartier de la Restanque, créé sous forme d'une zone d'aménagement concertée (ZAC), est un secteur à fort enjeu pour la Ville de Montpellier. Ce quartier, en début d'urbanisation, engage la transformation de la zone industrielle des Prés d'Arènes, par une opération de renouvellement urbain intégrant des logements (collectifs, maisons de ville ...), de locaux d'activités (bureaux et commerces), et d'équipements de proximité, en particulier dans le domaine de l'éducation.

Le programme général de cette opération comprend :

- 10 classes élémentaires, auxquelles seront rajoutés les locaux annexes indispensables (bureaux, salle multimédia, salle d'activité)
- 5 classes maternelles, ainsi que tous les locaux annexes (bureaux, dortoirs, salle de psychomotricité, salle multimédia)
- l'espace périscolaire : accueil de loisirs, restaurant scolaire et offices de restauration
- les espaces extérieurs.

Soit une superficie totale d'environ 3 400 m<sup>2</sup>.

Le coût global de l'opération est estimé à 11 millions d'euros TTC.

Pour la réalisation de cette opération, la maîtrise d'œuvre sera confiée à une équipe désignée par le biais d'un concours restreint d'architecture parmi 5 candidats retenus conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il convient de constituer un jury en application de l'article 89 dudit décret. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes ou maître d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 28 000 € HT aux candidats admis à concourir.

La conduite de cette opération est confiée à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville de Montpellier.

Enfin, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus,
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, et notamment un concours restreint d'architecture conformément aux articles 88 à 90 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- De décider que les cinq candidats admis à concourir après sélection recevront une prime maximale d'un montant de 28 000 € H.T. par équipe,
- De passer, avec le lauréat du concours, un marché public pour une mission complète de maîtrise d'œuvre,

**Délibération n°V2017/319**

- D'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune d'indemnités pour le temps passé et les frais engagés par les personnes qualifiées invitées à participer aux réunions du jury,
- De solliciter les subventions les plus larges possibles pour la réalisation de ce projet,
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Jeunesse et Sports

#### **Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Thibault RASSAT.

## **Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2017 - 2018**

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 80 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 046 377,56 €.



En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 15 Décembre 2016 fixant les tarifs pour 2017 applicables au domaine public occupé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 046 377,56 €;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans les comptes administratifs de la Ville et des associations ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Valorisation créneaux annuels plein air 2017-2018
- Valorisation créneaux annuels gymnases 2017-2018
- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Jeunesse et Sports

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Thibault RASSAT.

## Activités de Gymnastique et de Randonnée Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

**Délibération n°V2017/321**

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 57 000 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2017-2018;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 57 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville-CCAS 2017 Gym Randonnée

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Affaires sociales

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du

#### Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Thibault RASSAT.

## Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier Convention 17/C0159

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. En 2016, plus de 1 100 demandes d'aide ont été traitées et près 900 jeunes montpelliérains soutenus dans leurs démarches. Par ailleurs des actions collectives ont été déployées sur le territoire en partenariat avec 5 structures associatives (ISSUE-CHORUS, l'Institut de Victimologie/ML3M, l'Amicale du Nid, le Passe-Muraille, DEFI).

Le Conseil municipal a approuvé par délibération du 24 avril 2008, la délégation par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aides aux Jeunes. Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fond, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil Municipal du 24 avril 2008 renouvelable par tacite reconduction.

Dans ce cadre, l'organisation financière du FDAJ sur la ville de Montpellier se décline de la manière suivante :

- le montant de la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour 2017 est de 198 000€.
- Cette délégation est réalisée moyennant le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4 % des dépenses versées en aides de l'année N-1, sur la part dépensée de l'enveloppe versée par le Département soit au maximum 7920€.
- la participation de la Ville pour 2017 comprend 97 000 € au titre des aides (individuelles et collectives) et 30 000 € correspondant au salaire brut chargé d'un agent de catégorie C assurant le secrétariat, le suivi des commissions d'attribution et l'exécution des décisions au sein de la Direction Accueil et Insertion du CCAS. Cette participation de la Ville est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention 17/C0159 ;
- d'approuver le transfert de la participation du département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Enfance

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA.

## **Crèche Henri SALVADOR Convention de délégation de service public Ville / Les Petits Chaperons Rouges Dénomination de la crèche**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Par délibération du 7 novembre 2011, le Conseil Municipal a lancé le projet de la création d'une nouvelle crèche située dans le quartier des Arceaux au 6 rue Boussinesq. Cette nouvelle crèche offrira 89 places d'accueil collectif et 12 places d'accueil familial aux enfants montpelliérains.

Parallèlement, et de façon partagée, la Ville, le Conseil Départemental et la Caf de l'Hérault constatent que de nombreuses familles en démarche d'insertion professionnelle rencontrent des difficultés pour trouver un mode de garde adapté aux contraintes de déplacement et/ou d'horaires imposées par leur parcours d'insertion. Par ailleurs, l'augmentation de la flexibilité des horaires de travail et les changements qui affectent la structure et l'organisation familiale suscitent des besoins d'assouplissement ou d'extension des horaires d'accueil. La Ville a donc souhaité que le projet de cette nouvelle crèche soit adapté aux besoins du territoire et basé sur des principes qui répondent aux attentes de ces publics spécifiques :



- Adaptation du projet d'accueil et mobilisation de places au profit de ces familles au moyen de contrats d'accueil à temps partiels ou irréguliers ;
- Ouverture de l'établissement sur une amplitude horaire élargie tôt le matin et tard le soir.

Un tel projet nécessite une organisation apte à mobiliser et mettre en œuvre des moyens inhabituels pour assurer une exploitation dimensionnée à la hauteur de l'enjeu et notamment en matière de gestion des personnels. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de cet établissement est une solution qui permet de répondre à ces besoins d'accueil spécifiques tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité.

C'est pourquoi, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de cette crèche dans le cadre d'une délégation de service public ainsi que le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie dans l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de son décret d'application n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 ainsi que les articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Suite aux formalités de publicité lancées le 23 décembre 2016, la commission de délégation de service public, réunie le 30 janvier 2017, a ouvert les plis contenant les dossiers de candidature des 10 candidats suivants : People & Baby, Les Petits Chaperons Rouges (LPCR), Mutualité Française Grand Sud, Crèche attitude, IFAC, La Maison Bleue, Léo Lagrange Méditerranée, Groupe Objectifs, BébéBiz', et VIVADOM Petite Enfance.

Après examen des candidatures, il a été proposé à la commission du 23 février 2017 de retenir 7 candidats, à savoir : People & Baby, LPCR, Mutualité Française Grand Sud, Crèche attitude, La Maison Bleue, BébéBiz' et VIVADOM Petite Enfance. Sur ces 7 candidats, la commission de service public, réunie le 5 mai 2017, a réceptionné les offres des 4 candidats suivants : People & Baby, LPCR, Mutualité Française Grand Sud et La Maison Bleue. Cependant, considérée irrégulière, il est à noter que l'offre proposée par le candidat « La Maison Bleue » a été rejetée car elle ne respectait pas les « conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation » au sens de l'article 25 du décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016. Par conséquent, ont été examinées les offres et les variantes des 3 candidats suivants : People & Baby, LPCR, Mutualité Française Grand Sud.

Dans l'objectif de les départager définitivement, ces 3 candidats ont ensuite été invités à remettre une offre finale à l'issue de séances de négociation qui se sont déroulées le 29 juin 2017. Les 3 candidats ont transmis leur offre finale dans les délais impartis et l'ouverture des plis s'est déroulée le 27 juillet 2017. Le candidat People & Baby a fait deux offres, une offre de base et une variante portant sur la commercialisation de places. Concernant la variante, plusieurs erreurs matérielles et imprécisions dans les documents fournis ne permettaient pas son analyse. En conséquence, la variante proposée par People & Baby, jugée irrecevable, a dû être rejetée.

Après l'analyse des offres finales jugées recevables, la proposition de la société « Les petits Chaperons Rouges » s'est révélée la plus intéressante pour la Ville (cf. rapport d'analyse des offres après négociations en annexe) ; Monsieur le Maire propose donc de la retenir.



Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et du contrat à signer entre la Ville et la société « Les Petits Chaperons Rouges » sont les suivantes :

- Délégation de service public pour une durée de 5 ans et 7 mois : du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 juillet 2023 ;
- Mise à disposition de locaux en partie équipés (cuisine et buanderie) appartenant à la Ville ;
- Prise en charge de l'acquisition du mobilier par le délégataire ;
- Accueil assurée par 28,6 professionnels pour le multi-accueil collectif (1,1 Directrice Puéricultrice, 1 Adjointe Puéricultrice, 1 Adjointe EJE, 1 psychomotricien, 3 EJE, 8 AP, 9 CAP, 2,5 agents techniques, 1,5 cuisinier et 0,5 secrétaire) et 4 assistantes maternelles pour le multi-accueil familial ;
- Horaires élargis : pour le multi-accueil collectif, les enfants seront accueillis, du lundi au vendredi, sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30). Le multi-accueil familial proposera une amplitude horaire journalière de 14h (6h à 20h) ;
- Crèche de garde : modalités de fonctionnement prévoyant une ouverture pendant la période d'été (20 jours au mois d'août). Pendant cette période, les enfants des autres établissements municipaux fermés pourront bénéficier d'un accueil temporaire dans l'établissement délégué ;
- Projet de crèche pour répondre aux attentes spécifiques du territoire : engagement du délégataire à garantir la mixité sociale au sein de l'établissement par l'accueil d'un minimum de 40% d'enfants à temps partiels (durée inférieure à 4 jours par semaine) ; mise en place d'une organisation pour l'accueil des enfants des familles en démarches d'insertion et/ou orientées par la Plateforme Garde d'Enfants (PGE) de la Caf de l'Hérault (engagement à apporter une réponse dans un délai de 24 heures) ;
- Repas préparés sur place et élaborés à partir de produits frais et de qualité : au moins 1 produit bio par jour ;
- Participation financière de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants selon la formule **P = 0,873 € par heure facturée** permettant d'optimiser les taux d'occupation ;
- Engagement formel des Petits Chaperons Rouges de ne pas solliciter l'aide de la Ville en cas de déficit d'exploitation.

Enfin, le Conseil municipal souhaite nommer cette nouvelle structure « Henri Salvador » en hommage au célèbre chanteur et humoriste français. Henri Salvador est né à Cayenne, en Guyane, le 18 juillet 1917 et mort à Paris le 13 février 2008. Compositeur et guitariste, artiste populaire apprécié d'un large public, on lui doit de nombreuses chansons qui, aujourd'hui encore, demeurent dans les mémoires. En presque 70 ans de carrière, Henri Salvador aura parlé à toutes les générations, et deviendra même l'idole des très jeunes à travers ses interprétations des Fables de La Fontaine et de classiques de Walt Disney.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de dénommer la future crèche située 6 rue Boussinesq « Crèche Henri Salvador ».
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer avec la société « Les Petits Chaperons Rouges » le contrat de délégation de service public annexé et tous les documents relatifs à cette affaire ;
- de prévoir la participation de la Ville telle que définie dans le contrat et d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 934.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 50 voix

Contre : 6 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Premier Adjoint**

**Max LEVITA**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Boussinesq

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Enfance

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA.

## Relais Assistants Maternels Appel à projets CAF de l'Hérault Demandes de financement 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 1000 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2 756 enfants. Cette offre d'accueil représente près de 50% de l'offre globale de la commune.

Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistantes maternelles. Malgré l'essor des RAM depuis quelques années, les tendances du secteur révèlent une baisse préoccupante du nombre et de l'activité des assistants maternels, un recours encore marginal à la formation continue et la recherche d'un mode de garde, hélas compliquée pour les familles de jeunes enfants.

C'est pourquoi, afin de s'adapter aux grands enjeux de ce secteur, une nouvelle circulaire du 26 juillet 2017 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales renforce et actualise les missions et les moyens attribués aux RAM. Il s'agit de :

**Délibération n°V2017/324**

- Renforcer l'accompagnement des familles avec un positionnement central du RAM en « guichet unique d'information » et le traitement des demandes d'accueil des familles formulées directement sur le site internet de la CAF (Mission 1) ;
- Promouvoir l'activité des assistants maternels en améliorant leur employabilité (Mission 2) ;
- Augmenter les départs en formation continue des assistants maternels (Mission 3).

Les relais volontaires pour mettre en œuvre au moins une des deux missions (2 et/ou 3), ouvertes dès 2017, peuvent solliciter auprès de la CAF de l'Hérault, dans le cadre d'un appel à projet, un financement forfaitaire supplémentaire de 3 000 euros par relais.

Afin de toujours mieux répondre aux attentes des familles montpelliéraines, la Ville souhaite inscrire les 6 RAM dans cette démarche, au titre des missions 2 et 3, et donc répondre à l'appel à projet de la CAF « *Relais assistants maternels missions renforcées* » pour 2017.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le principe de répondre à l'appel à projet de la CAF « *Relais assistants maternels missions renforcées* » pour 2017 et de solliciter le financement de 3 000 euros par relais auprès de la CAF de l'Hérault ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle appel à projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Enfance

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT.

## Convention de partenariat avec l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour le projet Parler Bambin. Demandes de subventions auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 30 mars 2017, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA).

En effet, la Ville de Montpellier s'est engagée dans un programme de développement précoce du langage, le Parler Bambin. Ce dispositif de lutte contre les exclusions a vocation à œuvrer en faveur de l'égalité des chances. Il s'inscrit donc dans un programme de recherche et d'expérimentation sur le langage comme facteur d'intégration.

Ce programme national permet la mise en place, dans les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant de Montpellier, pour les 3 années à venir, d'un soutien opérationnel mené par l'ANSA. Cette association, à but non lucratif créée en janvier 2006, a pour objet principal de lutter contre la pauvreté et les exclusions en mettant en œuvre des projets en faveur de l'égalité des chances.

La convention a été conclue pour une durée de 4 ans du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2020. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement ou d'une prolongation par avenant dans les conditions définies par les deux parties, en tant que de besoin, à l'initiative de l'une ou de l'autre.

Afin de poursuivre ce projet, il est proposé de solliciter auprès de la CAF de l'Hérault une subvention à hauteur de 80% du budget engagé sur la durée de la convention, soit 30 400 € pour 2018 (frais de personnel compris).

**Après étude, il est proposé au Conseil municipal :**

- De solliciter une subvention pour 2018 auprès de la CAF de l'Hérault et d'éventuels autres partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Akte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT.

## Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, la littérature, le patrimoine ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public,



**Délibération n°V2017/326**

l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 5 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant de 6 300 € au titre de l'exercice 2017.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	<b>ARTS PLASTIQUES</b>		
6220	2L2M LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000
	<b>LIVRE</b>		
4299	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Fonctionnement	500
	<b>PATRIMOINE</b>		
4813	LA POESIA	Fonctionnement	3 000
	<b>SPECTACLE VIVANT /Danse</b>		
6612	URBAN DEEJAY SCHOOL	Projet	800
	<b>SPECTACLE VIVANT / Théâtre</b>		
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement	1 000
	<b>TOTAL</b>		<b>6 300</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 6 300 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2017

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT.

## Théâtre Jean Vilar Convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des crédits Politique de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le théâtre Jean Vilar, situé dans le quartier prioritaire de la Mosson, propose chaque année une programmation variée et de qualité, à destination de tous les publics et plus particulièrement de ceux traditionnellement éloignés de la culture.

Depuis 2016, le projet associé au Bar du théâtre répond parfaitement à cet objectif, en proposant de petites formes, dans un lieu chaleureux et convivial, dont la configuration permet une plus grande proximité entre les artistes et un public souvent peu familier des salles de spectacle traditionnelles.

La programmation de la saison artistique 2017-2018 s'articule autour de trois axes :

- Proposer la diffusion de formes adaptées au lieu et à son environnement social et culturel
- Construire des projets avec les habitants et les associations
- Développer l'éducation artistique et la médiation culturelle de proximité.

Le projet répond ainsi aux objectifs opérationnels définis dans le cadre de la politique de la Ville en participant à l'appropriation d'un équipement culturel par un territoire et ses habitants et à la construction

d'un parcours de pratiques avec les événements et équipements culturels de ce territoire.

Il est ainsi proposé de conclure un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de ce projet, le théâtre Jean Vilar se voyant confier sa mise en œuvre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engageant à le soutenir financièrement à hauteur de 30 000 € au titre de l'exercice 2017.

Ce partenariat prendra effet à la date de signature de la convention afférente et jusqu'au 30 juin 2018.

**Il est ainsi proposé au conseil municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat, jointe en annexe, entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la mise en œuvre d'un projet culturel et artistique au sein du bar du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que le montant du soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole, soit 30 000 € au titre de l'exercice 2017, sera inscrit en recettes et en dépenses au budget de la Ville, sur les lignes du théâtre Jean Vilar, chapitre 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- Convention

- Projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT.

## Théâtre Jean Vilar Convention de partenariat avec l'association Musique Sans Frontières

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier ambitionne d'offrir une programmation théâtrale variée et de qualité au plus grand nombre et plus particulièrement aux personnes les plus éloignées de la culture. Le Bar du Théâtre Jean Vilar représente un outil de proximité particulièrement adapté à la poursuite des objectifs d'ouverture vers le quartier. Il devient un nouveau lieu de vie au cœur de la Mosson, grâce à l'association d'une activité conviviale et d'une offre culturelle inventée spécifiquement avec et pour les habitants.

L'association Musique Sans Frontières, installée depuis 2007 dans le quartier de la Mosson, anime un centre culturel international ouvert à tous où une attention particulière est apportée aux jeunes et aux plus démunis. Elle promeut la diversité des cultures du monde à travers la création artistique, développe la curiosité et la bienveillance à l'égard de l'autre, la solidarité et le goût du « faire ensemble ». Elle est soutenue par la Ville au titre de l'aide au fonctionnement des associations culturelles.

Compte tenu de leurs objectifs respectifs, la Ville et l'association proposent la mise en place d'un partenariat spécifique et l'organisation, entre octobre 2017 et mars 2018, de quatre concerts pédagogiques à destination des élèves scolarisés sur le quartier, de six soirées conviviales d'échanges et de découvertes et d'un concert de musique du monde.

La Ville de Montpellier contribuerait à ce projet à hauteur de 7 000 € versés à l'association pour lui permettre de régler les dépenses liées au projet : cachets des artistes, salaires des intervenants, mise à disposition d'instruments de musique, frais techniques et logistiques. Ce montant s'inscrit dans un projet plus vaste d'animations pour un montant total de 30 000 € au titre des crédits « Politique de la Ville ».

**Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la convention de partenariat avec l'association Musique Sans Frontières, jointe en annexe ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Culture

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT.

## Théâtre Jean Vilar Convention de mise à disposition à titre gratuit au service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault de l'espace bar du Théâtre

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Ministère de la Justice, au travers de son service pénitentiaire d'insertion et de probation de l'Hérault (SPIP), porte des parcours de libération sous contrainte et organise notamment des ateliers de théâtre d'improvisation, sous la conduite pédagogique de la compagnie Moustache. La Ville de Montpellier souhaite pouvoir participer à ces parcours en mettant à disposition, gratuitement, l'espace Bar du Théâtre municipal Jean Vilar pour la tenue de quatre ateliers, les 13, 20, 27 novembre et 4 décembre 2017.

Les sessions de travail ont pour objectif de se conformer aux recommandations européennes des « programmes de prévention qui consistent à apprendre aux délinquants à réfléchir aux conséquences de leur conduite criminelle, à les amener à mieux se connaître et à mieux se contrôler... et à leur donner la possibilité de mettre en pratique des comportements pro-sociaux. »

Ce parcours concerne une dizaine de détenus de la prison de Villeneuve-lès-Maguelone et du milieu ouvert de Montpellier, il sera prolongé par un travail de médiation culturelle proposant une visite pédagogique du Théâtre et le visionnage d'un des spectacles de la saison 2017-2018.



Conformément à la délibération n°2016/500 du 17 décembre 2016, cette mise à disposition de l'espace bar du théâtre Jean Vilar correspond à une redevance de 1706 € par jour, soit un total de 6 824 €.

**Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la convention de mise à disposition du théâtre Jean Vilar au service pénitentiaire d'insertion et de probation, jointe en annexe et d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit du lieu ;
- De dire que le montant correspondant à la redevance, soit 6 824 €, sera considéré comme une subvention en nature et, à ce titre, inscrite au compte administratif de la collectivité et dans les comptes du bénéficiaire
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Culture

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Dominique MARTIN-PRIVAT.

## Archives Municipales

### Reconduction de la convention de mise à disposition de locaux de la Médiathèque Emile-Zola aux archives municipales de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite des délibérations du 28 novembre 2002 de la Ville de Montpellier et du 29 novembre 2002 de Montpellier Agglomération portant transfert de la ville à l'agglomération du bâtiment dénommé alors Bibliothèque centrale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mettait à disposition de la Ville de Montpellier des locaux déjà destinés aux Archives municipales. Dans cette optique, une convention a été signée entre les deux institutions. Elle précisait les modalités de mise à disposition et les conditions de remboursement des charges du bâtiment à hauteur de 8% des dépenses, ceci en rapport avec la surface occupée.

Cette convention prenait effet au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et pour une durée de quinze ans, renouvelable par reconduction expresse. Cette convention arrivant à échéance fin 2017, il convient de la prolonger de cinq années supplémentaires, puisque le projet d'installation des Archives municipales, ainsi que des Archives métropolitaines, dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, doit aboutir à l'horizon de l'année 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver la reconduction de la convention de mise à disposition de locaux de la médiathèque centrale Emile-Zola aux Archives municipales de Montpellier jusqu'à fin 2022 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux représentants de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé d'actualiser la liste des représentations dans les organismes extérieurs suivants :

- Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin versant Lez-Mosson-Etangs Palavasiens
- Association Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole
- Conseil d'UFR Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques
- Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux (ALPAIM) (Foyer Beaurevoir)
- Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine
- Sociétés Locales d'Epargne Groupe Caisse d'Epargne
- Commission permanente de suivi de la source du LEZ
- Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation Amethyst

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à ces désignations.

Ont été élus lors d'un vote à main levée :

- **Commission Locale de l'Eau du SAGE du bassin versant Lez-Mosson - Etangs Palavasiens : *Sauveur TORTORICI et Luc ALBERNHE***

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- **Association Office du Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole : *Guy BARRAL, Caroline NAVARRE, Chantal LEVY-RAMEAU et Thibault RASSAT***

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- **Conseil d'UFR Faculté des Sciences Pharmaceutiques et Biologiques : *Caroline NAVARRE (titulaire) et Maud BODKIN (suppléante)***

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- **Association languedocienne pour l'aide aux insuffisants mentaux (ALPAIM) (Foyer Beaurevoir) : *Sophia AYACHE***

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- **Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine : *Max LEVITA, Pascal KRZYZANSKI, Sauveur TORTORICI, Patrick RIVAS et Thibault RASSAT***

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- **Sociétés Locales d'Epargne Groupe Caisse d'Epargne : *Mylène CHARDES, Valérie BARTHAS-ORSAL et Véronique PEREZ***

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- Commission permanente de suivi de la source du LEZ : *Sauveur TORTORICI, Pascal KRZYZANSKI, Robert COTTE, Stéphanie JANNIN, Maud BODKIN et Vincent HALUSKA*

Pour : 48

Contre : 1

Abstentions : 13

- Commission de suivi de site de l'usine de méthanisation Amethyst :

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire : *Fabien ABERT (titulaire) et Vincent HALUSKA (suppléant)*

Liste 2 proposée par Christophe COUR : *Christophe COUR (titulaire) et Anne BRISSAUD (suppléante)*

Suite à un vote à main levée, les votes se décomposent de la façon suivante :

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire : 47

Liste 2 proposée par Christophe COUR : 5 voix

Abstentions : 10

Ont été élus : *Fabien ABERT (titulaire) et Vincent HALUSKA (suppléant).*

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

## Election des membres des commissions municipales

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil municipal forme, à l'occasion de son installation, des Commissions municipales destinées à faciliter le fonctionnement de la gestion de la ville et le débat démocratique.

Elles sont au nombre de deux : « Finances » et « Affaires générales » et comprennent 11 membres dont le Maire, président de droit. Elles apportent un avis consultatif sur les affaires qui lui sont présentées, préalablement à leur soumission au vote du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné les membres des Commissions municipales. Ces commissions ont été depuis plusieurs fois modifiées suite à des démissions successives.

Par un courrier reçu le 24 octobre 2017, et suite à la modification de la composition des commissions en séance du Conseil du 28 septembre 2017, la Préfecture de l'Hérault a alerté la Ville de Montpellier sur la nécessité du respect de la représentation du pluralisme politique de l'assemblée au sein de ces instances.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver une nouvelle composition de ces deux commissions respectant



ces préconisations.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De procéder à l'élection des membres des Commissions municipales « Finances » et « Affaires générales ».

**Commission 1 « Finances » :**

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire :

**Gérard LANNELONGUE**  
**Patrick RIVAS**  
**Séverine SCUDIER**  
**Henri MAILLET**  
**Nicole LIZA**  
**Dominique MARTIN-PRIVAT**  
**Luc ALBERNHE**  
**Hervé MARTIN**  
**Michèle DRAY-FITOUSSI**  
**Audrey LLEDO**

A l'issue d'un vote à bulletin secret, les votes se décomposent de la façon suivante :

Liste 1 : 57 voix

Blancs : 3

Nuls : 3

La liste 1 proposée par Monsieur le Maire ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est élue.

**Commission 2 « Affaires Générales » :**

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire :

**Samira SALOMON**  
**Henri MAILLET**  
**Véronique PEREZ**  
**Véronique DEMON**  
**Thibault RASSAT**  
**Rémi ASSIE**  
**Mustapha MAJDOUL**  
**Nancy CANAUD**  
**Clare HART**  
**Audrey LLEDO**

A l'issue d'un vote à main levée, les votes se décomposent de la façon suivante :

Pour : 63 voix

Contre : 0  
Abstention : 0

La liste 1 proposée par Monsieur le Maire est élue à l'unanimité.

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE.

**Excusés :** Gérard LANNELONGUE.

## Changement de nomenclature comptable au 1er janvier 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application des dispositions de l'article 110 de la loi NOTRe, et conformément à la convention signée entre la Ville et la Cour des Comptes dans le cadre de la certification des comptes, il est proposé d'adopter, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le référentiel budgétaire et comptable M57 applicable aux métropoles.

Ce changement de nomenclature permettra d'uniformiser le cadre comptable avec celui de Montpellier Méditerranée Métropole et amènera ainsi une lecture facilitée du budget de la Ville et de la Métropole.

Par courrier en date du 6 avril 2017, Madame Blanès, Trésorière du Centre des Finances Publiques de Montpellier Municipale, a émis un avis favorable à ce changement de nomenclature.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 présente des règles budgétaires assouplies offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires notamment en matière de fongibilité des crédits. Il est ainsi possible d'autoriser, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections, la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Sur le plan budgétaire, la nomenclature M57 reprend les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et EPCI), M52 (Départements) et M71 (Régions) concernant le vote du budget. Le budget est voté soit par nature, soit par fonction avec une présentation croisée selon le mode de vote qui n'a pas été

retenu.

Conformément à l'article L.2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, déterminant les modalités de vote du budget par nature ou par fonction et afin de préserver un niveau d'information par secteur d'activité, il est proposé de conserver un vote de l'assemblée par chapitre budgétaire.

La table de correspondance des chapitres budgétaires M14/M57 est décrite ci-dessous :

Liste des chapitres budgétaires			
M14		M57	
Section d'investissement			
900	Services généraux des administrations publiques locales	900	Services généraux
901	Sécurité et salubrité publiques	901	Sécurité
902	Enseignement-formation	902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
903	Culture	903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
904	Sport et jeunesse		
905	Interventions sociales et santé	904	Santé et action sociale
906	Famille		
907	Logement	905	Aménagement des territoires et habitat
908	Aménagement et services urbains, environnement	907	Environnement
		908	Transports
909	Action économique	906	Action économique
910	Opérations patrimoniales	925	Opérations patrimoniales
911	Dettes et autres opérations financières	923	Dettes et autres opérations financières
912	Dotations, subventions et participations non affectées	922	Dotations et participations
913	Taxes non affectées	921	Taxes non affectées
914	Transferts entre sections	926	Transferts entre les sections
Section de fonctionnement			
920	Services généraux des administrations publiques locales	930	Services généraux
921	Sécurité et salubrité publiques	931	Sécurité
922	Enseignement-formation	932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
923	Culture	933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
924	Sport et jeunesse		
925	Interventions sociales et santé	934	Santé et action sociale
926	Famille		
927	Logement	935	Aménagement des territoires et habitat
928	Aménagement et services urbains, environnement	937	Environnement
		938	Transports

929	Action économique	936	Action économique
933	Impôts et taxes non affectées	940	Impositions directes
933	Impôts et taxes non affectées	941	Autres impôts et taxes
932	Dotations et participations non affectées	942	Dotations et participations
931	Opérations financières	943	Opérations financières
936	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus
		945	Provisions et autres opérations mixtes
934	Transfert entre sections	946	Transferts entre les sections
935	Opérations d'ordres à l'intérieur de la section de fonctionnement	947	Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement
95	Produit des cessions d'immobilisations (recettes)	954	Produit des cessions d'immobilisations (recettes)

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Conserver un vote par fonction pour le Budget Principal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Autoriser la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, et ce, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections. Les crédits relatifs aux dépenses de personnel sont exclus de ce dispositif ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Nicole LIZA.

## Attributions de Compensation définitives pour l'exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article [1609 nonies C](#) du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 6 février 2017, après délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2017.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges (CLET) se sont réunis le 19 septembre 2017 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation définitives. Par rapport aux Attributions de Compensation provisoires, ces évaluations prennent en compte les correctifs des données individuelles communales portant sur la compétence Voirie/Nettoisement et sur les emprunts transférés, ainsi que le transfert de charges lié à la compétence Habitat/Logement pour la commune de Montpellier. La CLET a émis un avis favorable sur l'évaluation de ces charges transférées.

En application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLET ».



Ainsi et conformément au rapport de CLET joint au présent rapport pour information, les attributions de compensation définitives 2017 s'établissent comme suit :

Communes	Attribution de Compensation définitive 2017	Attribution de Compensation définitive 2017
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	466 775,52	
Beaulieu	153 702,50	
Castelnau-le-Lez	2 124 752,83	
Castries	248 530,55	
Clapiers	586 900,33	
Cournonsec	82 686,23	
Cournonterral	525 836,69	
Le Crès	992 957,65	
Fabrègues		141 005,71
Grabels	659 604,87	
Jacou	739 985,75	
Juvignac	1 922 733,69	
Lattes	479 561,04	
Lavérune		605 577,89
Montaud	97 022,86	
Montferrier-sur-Lez	633 851,82	
Montpellier	41 096 750,07	
Murviel-lès-Montpellier	163 643,08	
Pérols	1 596 997,66	
Pignan	419 033,23	
Prades-le-Lez	719 184,29	
Restinclières	195 080,82	
Saint-Brès	194 590,17	
Saint-Drézéry	162 888,15	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 097,43	
Saint-Georges-d'Orques	298 476,35	
Saint-Jean-de-Védas	485 035,88	
Saussan	168 057,65	
Sussargues	237 608,33	
Vendargues		1 404 512,12
Villeneuve-lès-Maguelone	493 460,84	
<b>TOTAL</b>	<b>56 135 806,30</b>	<b>2 151 095,71</b>

Attribution de Compensation définitive 2017 versée par la Métropole de Montpellier aux Communes	2 151 095,71
Attribution de Compensation définitive 2017 versée par les Communes à la Métropole de Montpellier	56 135 806,30
<b>Attribution de Compensation globale 2017</b>	<b>53 984 710,59</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2017 du tableau sus visé,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CLETC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

**Délibération relative à la mise en place d'une convention constitutive de  
groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville  
de Montpellier  
- Prestations de logiciel de gestion de sinistres et de contrats en matière  
d'assurances -  
Autorisation de signature de la convention et des marchés**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole propose de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'achat d'un logiciel de gestion des sinistres et de contrats en matière d'assurances.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

La procédure de passation sera conduite sur la base des besoins fonctionnels globaux suivants : recensement des besoins et planification, rédaction des pièces administratives et financières du dossier de consultation des entreprises, suivi administratif de la procédure de mise en concurrence, suivi technique et financier du marché, interfaces avec un logiciel financier, formation.

Montpellier Méditerranée Métropole sera responsable de la totalité de l'exécution du marché ou accord-cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une refacturation à la Ville sur la base des volumes des dossiers et contrats intégrés au logiciel pour son compte.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations d'un logiciel de gestion des sinistres et de contrats en matière d'assurances ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention groupement Ville - 3M

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

**Mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes entre  
Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de  
prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport,  
d'hébergements hôteliers et de prestations annexes)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent de mutualiser la procédure de mise en concurrence relative à l'achat de prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport, hébergements hôteliers et prestations annexes).

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est nécessaire.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.

Chacune des deux entités sera chargée de l'exécution du marché ou accord- cadre conclu à l'issue de la procédure de mise en concurrence, avec la mise en œuvre d'une facturation distincte pour la Ville et la Métropole sur la base des prestations réalisées pour leur compte.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la constitution d'un groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations d'organisation de séjours (acquisition de titres de transport, hébergements hôteliers et prestations annexes) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## Avenant n° 1 à la convention constitutive de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de services postaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération en date du 22 juin 2017 la mutualisation avec Montpellier Méditerranée Métropole de la procédure de mise en concurrence relative à l'achat de prestations de services postaux.

Pour ce faire, la constitution d'un groupement de commandes en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics a été créée.

La convention de groupement de commandes proposée définit les modalités de fonctionnement du groupement et désigne la Métropole comme coordonnateur.

A ce titre, la Métropole sera chargée de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence, dans le respect de l'ordonnance susvisée et du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, de désigner l'attributaire et de lui notifier le marché ou l'accord cadre.



Il est proposé à l'approbation du Conseil municipal un avenant n°1 à la convention de groupement de commande approuvée lors de la précédente délibération. En effet, le principe d'une refacturation a posteriori à la Ville par la Métropole des prestations est remplacé, pour des raisons d'efficience des procédures budgétaires et comptables, par une facturation directe à chacune des deux entités des prestations exercées pour leur compte.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver cet avenant n°1 à la convention de groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de prestations de services postaux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

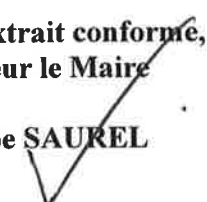
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Nicole LIZA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## Attributions de subventions - Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

### o Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	Fonctionnement	3 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

### o Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- o Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**

Code	Structure	Type	Montant
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN-LEMASSON-MAS DREVON-MARQUEROSE	Fonctionnement	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

- o Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS:**

- SPORTS

Code	Structure	Type	Montant
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 25722, nature 6574, chapitre 924

- o Dans le cadre de la thématique **PEDT:**

Reports de séances de l'année scolaire 2016-2017 sur l'année scolaire 2017-2018 :

Aux termes des conventions d'attributions de subventions, les projets périscolaires ont vocation à être réalisés pendant l'année scolaire concernée, soit pour les projets 2016-2017 entre septembre 2016 et juillet 2017.

Toutefois, il apparaît à l'issue de l'action que certains projets n'ont pas pu être finalisés dans les temps en raison de l'annulation de quelques séances d'activités pour des raisons fortuites (intempéries, grèves, maladie de l'intervenant...), mais que les associations sont volontaires pour finir le projet pendant le premier semestre de l'année scolaire 2017-2018. Il convient pour cela de proroger la durée d'application de la convention jusqu'au 31 décembre 2017 pour les projets suivants :

Code	Association	Projet
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	Atelier cirque Figuerolles Gambetta
6007	MOUVEMENT ART TOTAL	Jeux corporels autour de la danse contemporaine
5947	LE JARDIN DES NOTES	Projet musique
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Animathèque
4144	MUC VACANCES	Temps périscolaires éducatifs
6544	LIGUE NATIONALE CONTRE L'OBESEITE	TAP Alim
5842	ADN CITOYEN	EduCation culture numérique RECREANUM
3381	DIFED DYNAMIQUE D'INFORMATION ET DE FORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE	De l'environnement dans mon école
6322	SONIKETE FLAMENCO	Flamenco danse et musique

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 8 000 €;
- D'approuver les reports de séances dans le cadre des temps d'activités périscolaires comme présenté ci-dessus ;

- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions et l'avenant types annexés à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention fonctionnement type
- Convention projet type
- Lettre d'engagement type
- Avenant PEDT Centre des Arts du Cirque Balthazar
- Avenant PEDT DIFED 2
- Avenant PEDT Ligue nationale contre l'obésité
- Avenant PEDT Mouvement Art Total 2
- Avenant PEDT MUC TAP
- Avenant PEDT Sonikete Flamenco

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## Cession de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) - Autorisation de signer tous les documents relatifs à la cession

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, la Ville de Montpellier est inscrite sur le Registre National des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) et y dépose en son nom propre les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine.

Le système des CEE permet de valoriser certaines actions d'économies d'énergie en comptabilisant l'économie d'énergie réalisée pendant la durée de vie estimée de l'équipement, l'unité est le kWh Cumac (énergie économisée cumulée actualisée).

Ces CEE sont valorisés en euros lors de leur vente.

La Ville de Montpellier a ainsi 22 333 854 kWh Cumac de CEE pour des dossiers déposés en 2013, 2014, 2015 et 2016. Ils proviennent d'actions diverses principalement réalisées lors des rénovations de chaufferie : changement de chaudières, de luminaires, ...

Les cessions (de gré à gré) au mieux offrant étant valables sur de courtes périodes (quelques heures à 1 jour), il est proposé de vendre au plus offrant la totalité des CEE disponibles, représentant les 22 333 854 kWh

Cumac, à un prix minimum de 0.35 ct€/kWh Cumac. La transaction sera réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economie d'Energie.

Le Conseil municipal sera informé une fois la transaction réalisée du nom de la société, du montant total de la transaction et du tarif proposé.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- Approuver le principe de cession des CEE déposés par la Ville de Montpellier ;
- Approuver la signature de l'acte de cession ;
- Autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier-Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment la cession des CEE.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## Commission d'évaluation des transferts de charges de Montpellier Méditerranée Métropole : adoption du rapport

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges (CLET).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLET du 19 septembre 2017. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLET, qui vous est présenté aujourd'hui, est soumis à l'approbation des communes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges, annexé à la présente délibération.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CLETC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDÓ, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## Modalités de remboursement de la personne qualifiée par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault pour participer aux jurys de sélection professionnelle 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a prolongé de deux ans la durée d'application du dispositif de titularisation créé par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire, à l'attention des agents contractuels remplissant les conditions d'éligibilité.

Dans ce cadre, par délibération n° 2016 / 523 en date du 15 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a adopté le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Les commissions d'évaluation professionnelle chargées d'auditionner les candidats sont présidées par une personne qualifiée, désignée par le Président du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34).

Conformément à la délibération n°2011-12-09-22 du 9 décembre 2011 du Conseil d'administration du CDG 34, la personne qualifiée président de la commission d'évaluation percevra, du CDG 34, une rémunération à la vacation selon les taux suivants :

28,90 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie A.  
20,37 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie B.  
16,31 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie C.

La mission de la personne qualifiée ne s'inscrivant pas dans le cadre des missions obligatoires financées par la cotisation obligatoire des collectivités et établissements affiliés au CDG 34, La Ville de Montpellier en charge de l'organisation des sélections professionnelles doit rembourser au CDG 34 la rémunération et les frais de missions versés à la personne qualifiée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :**

- Approuver les modalités de remboursement de la personne qualifiée par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault pour participer aux jurys de sélection professionnelle ;
- Imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- Autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## **Avenant à la convention de service commun de direction générale - pilotage des politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble au sein de l'ensemble Ville - CCAS - Métropole**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions. Elles ont également un vaste chantier de convergence de leurs politiques de ressources humaines, auquel le CCAS est largement associé.

Sur la base d'une première phase de rapprochement des missions de directeur de la cohésion sociale et de directeur général du CCAS de la Ville de Montpellier, durant laquelle de nombreuses mises en cohérence de dispositifs publics et d'articulation de projets ont été opérées, il est proposé d'étendre, au domaine de la cohésion sociale et du vivre ensemble, cette synergie qui allie proximité, actions municipales et enjeux métropolitains.

Dans cet esprit, il est aujourd'hui proposé un avenant à la convention de service commun de direction générale entre la Ville et la Métropole, en associant le CCAS à cette convention, exclusivement pour le poste de Directeur général adjoint en charge de la solidarité et du vivre ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS. Les ambitions de cette démarche sont multiples :

- Développer une politique de cohésion sociale cohérente à l'échelle de la Ville de Montpellier, qui articule dynamiques associatives et intervention publique de proximité ;
- Assurer des modalités d'intervention transversales et inscrire des orientations et des objectifs communs dans un souci de mise en œuvre efficiente de l'action sociale municipale ;
- Créer les conditions d'un portage renforcé de la politique de la ville métropolitaine et du contrat de ville qui en est la déclinaison.
- Contribuer activement à la coopérative de services engagée avec les 31 communes de la Métropole en matière d'action sociale et à la mise en réseau des CCAS communaux ;

Cette mutualisation permettra ainsi d'optimiser la coopération entre la Ville, le CCAS et la Métropole, tant dans l'articulation des interventions publiques que dans la gestion des fonctions supports, tout en facilitant une meilleure appropriation des enjeux de la politique de cohésion sociale à l'échelle du bloc communal dans son ensemble.

Pour mémoire, les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs "entre un établissement public de coopération intercommunale, une ou plusieurs communes membres et, le cas échéant, un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux".

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'avenant à la convention de commun entre la Ville et la Métropole associera le CCAS de la Ville de Montpellier aux deux premiers signataires et portera exclusivement sur le poste de Directeur Général Adjoint Solidarité et Vivre Ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS. Cet avenant sera mis en place au 1er décembre 2017

Le service commun ainsi avenanté sera géré par Montpellier Méditerranée Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président du CCAS, du Maire de la Ville de Montpellier ou du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par le CCAS et la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 10% pour la Métropole, 10% pour la Ville et de 80% pour le CCAS.

Les avis des Comités Techniques du CCAS, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été sollicités sur cet avenant à la convention de service commun.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction générale au poste de Directeur Général Adjoint Solidarité et Vivre ensemble, assurant également les missions de Directeur général du CCAS et ce, dans les conditions susvisées ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la convention initialement établie de création d'un service commun de direction générale ;

- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- Avenant à la convention

- Fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE.

## Direction du Secrétariat général - Extension du service commun de direction et création d'un service commun du courrier- Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions.

Le conseil municipal du 20 Octobre 2016 a approuvé la création d'un service commun de direction du Secrétariat Général, géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Cette fonction de direction du Secrétariat Général est donc assurée de façon mutualisée depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2016 entre la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette mutualisation du seul poste de directeur a permis à la fois de créer une entité de « Secrétariat Général » identifiée et commune aux deux collectivités, référente de l'administration et des élus sur les questions relatives à la gestion de l'assemblée ou aux projets relatifs au traitement du courrier mais aussi de favoriser la transversalité entre les équipes.

Pour mémoire, les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs "entre un établissement public de coopération intercommunale, une ou plusieurs communes membres et, le cas échéant, un ou plusieurs des établissements publics rattachés à un ou plusieurs d'entre eux".

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aujourd'hui, il est proposé d'étendre et d'approfondir cette démarche qui a permis d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2017 aux :

- Chargé(e) de mission du Secrétariat général : 1 fonctionnaire
- Assistante(e) de direction : poste vacant

Par ailleurs, il apparaît indispensable, au vu du nombre de flux croisés de courrier entre les deux entités et de l'imbrication croissante des compétences, que soit traité de manière commune et au sein d'un seul service, le courrier de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce service commun procède de la mise en commun des effectifs suivants (hors postes vacants éventuels), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

- Métropole – unité Courrier : 5 fonctionnaires
- Ville – service Courrier : 16 fonctionnaires et 1 agents non-titulaire territorial

Le Comité technique de la Ville a été saisi pour avis le 16 Octobre 2017 et celui de Montpellier Méditerranée Métropole le 19 Octobre 2017.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'élargissement du service commun de direction de Secrétariat Général dans les conditions susvisées,

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention afférente qui se substitue à la Convention initialement établie de création d'un service commun de direction de secrétariat général.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant à la convention de service commun et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## Remboursements des frais de mission du personnel et des élus - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### 1. Prise en charge des déplacements du personnel

Les modalités et conditions du règlement des frais de déplacements temporaires sont prévues par les dispositions combinées du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales, modifié en 2007, et du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Pour ce qui concerne le montant des indemnités versées dans le cadre de ces déplacements en France métropolitaine, ce dernier est fixé par arrêté ministériel de façon forfaitaire à 15.25 € pour les frais de repas et 60 € pour les frais d'hébergement (arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat).

Toutefois, et en application de l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières (telles que la réalité des prix, les

déplacements fréquents en région parisienne contribuant à la bonne exécution des missions de service public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier...), une délibération peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires qui ne pourront en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Pour les frais d'hébergement, il est proposé, à titre dérogatoire, les règles de remboursement suivantes :

- 100 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée lorsque l'agent est en mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris).

Ce barème est fixé pour une durée limitée à 4 ans. Le remboursement sera effectué sur la base de la dépense réellement engagée dans la limite des plafonds définis ci-dessus.

Pour les frais de repas, il est proposé de fixer le remboursement sur la base forfaitaire précisé par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé : 15,25 € par repas du midi ou du soir.

Dans le cadre d'un mandat spécial, les agents se verront remboursés l'intégralité de leurs frais de transport, hébergement et restauration sur la base de frais réels et sur justificatifs originaux.

## 2. Prise en charge des déplacements des élus

Le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la collectivité aussi bien sur l'ensemble du territoire national métropolitain qu'en outre-mer ou à l'étranger, dans le cadre de formation ou de mission de représentation.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de la collectivité au sein des personnes publiques ou organismes précités, notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par le budget de la Ville de Montpellier, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du CGCT et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'évènement exceptionnel nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger, une délibération dédiée interviendra.

En cas de déplacement d'élus non couvert par un mandat spécial (représentation ponctuelle, formation...), les règles applicables aux fonctionnaires telles que décrites dans le point 1 de la présente délibération s'appliqueront.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de mission du personnel et des élus de la Ville de Montpellier tels que définis ci-dessus ;
- De dire que la prise en charge de ces frais s'effectue dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## Modification des modalités de mise en œuvre de l'astreinte sécurité civile

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibérations en date des 25 juin 2007 et 17 décembre 2015 ont été fixées les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes.

Les délibérations des 17 décembre 2012 et 29 avril 2016 présentent les modalités de mise en œuvre de l'astreinte plan communal de sauvegarde du service Sécurité Civile afin d'assurer, dès la confirmation d'un événement de sécurité civile et sur validation de la hiérarchie, la mobilisation des moyens prévus par le Plan Communal de Sauvegarde.

Au regard de l'évolution du service, de la réalité opérationnelle et de la professionnalisation du dispositif d'astreinte, et suite à l'avis du Comité technique, il est proposé de faire évoluer l'astreinte existante, renommée « Astreinte sécurité civile », selon les caractéristiques suivantes :

- Modification du type d'astreinte : astreinte de sécurité.  
L'astreinte de sécurité concerne notamment les agents amenés à intervenir lorsque des impératifs de sécurité l'imposent (situation de crise ou de pré-crise).
- Périmètre des emplois concernés : élargissement du périmètre à l'Assistant technique et prévention du service Sécurité civile, en plus du Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité publique, des cadres du service Sécurité civile et de l'agent de maîtrise.



- Période d'astreinte : ouverture à l'ensemble des périodes d'astreinte prévues dans la délibération du 17 décembre 2015, en fonction de la survenue de l'événement.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 17 décembre 2012, est modifié comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
DRTP	Sécurité Civile	Ingénieurs Attachés Technicien Agents de maîtrise	Semaine Week-end Nuit Samedi Dimanche et jour férié En fonction de la survenue de l'évènement	- Activer le Plan Communal de Sauvegarde - Participer à la mise en œuvre des actions communales

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'adopter les modifications décrites ci-dessus apportées à la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 ;
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE.

## Création d'une vacation pour la réalisation des manifestations de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour la réalisation de ses manifestations, notamment culturelles et sportives, la Ville de Montpellier doit pouvoir solliciter les renforts et compétences indispensables à leur bon déroulement. Les agents d'autres services que le service organisateur de la manifestation sont ainsi mobilisés.

Des agents de la Ville de Montpellier sont ainsi amenés à réaliser des travaux supplémentaires pour assurer leur réalisation.

Il peut également être nécessaire de faire appel à des agents extérieurs à la Ville de Montpellier, et notamment à des renforts et compétences transférés dans le cadre de la démarche de convergence et de mutualisations engagée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Les agents concernés interviendraient alors en cumul d'activité.

Réciproquement et dans les mêmes conditions, Montpellier Méditerranée Métropole pourrait être amenée à solliciter les renforts et compétences de la Ville de Montpellier pour ses manifestations, et notamment celles transférées dans le cadre de la démarche de convergence et de mutualisations de leurs administrations.

Il convient donc d'établir un cadre et des modalités de rétribution adaptées à ces interventions pour l'organisation des manifestations de la Ville de Montpellier.

Il est en conséquence proposé de créer une vacation et de définir des taux horaires de rémunération selon les plages ou jours d'interventions :

- Jour de 7h00 à 22h00 : 12.95 € / heure
- Dimanche et jour férié : 21.58 € / heure
- Nuit de 22h00 à 7h00 : 25.90 € / heure

Les agents concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter la création d'une vacation et les taux horaires spécifiques de jour, de nuit et de dimanche,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le programme de réussite éducative s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial, culturel favorable à leur développement harmonieux. L'objectif du programme est d'offrir un mode d'intervention individualisé inscrit dans un parcours éducatif.

Selon les termes de la loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, les projets de réussite éducative doivent obligatoirement être portés par une structure juridique ayant une compatibilité publique. Depuis 2006, la caisse des écoles de la Ville de Montpellier est la structure porteuse de la plateforme de réussite éducative.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition d'un agent de catégorie C à temps complet auprès de la plateforme. Les missions de cet agent sont d'assister le coordonnateur en assurant la gestion administrative et comptable.

Cette mise à disposition qui fera l'objet d'un remboursement intégral de la caisse des écoles auprès de la Ville de Montpellier, prendra effet le 1<sup>er</sup> décembre 2017, pour une durée d'un an renouvelable sur la base de la pérennisation du dispositif de l'Etat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de cette mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier, auprès de la Caisse des écoles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette mise à disposition ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel de la Ville.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### Créations de postes :

#### Filière Animation :

Adjoint d'animation principal de 2ème classe : création de trois postes

Suppression de postes : conformément à l'avis du Comité Technique du 16 Octobre 2017

#### Filière Animation :

Adjoint d'animation : suppression de trois postes

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier."**

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;

- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe à la délibération

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

### **Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## **Rapport annuel 2016 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service - Fourrière automobile**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 7 novembre 2011, la Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service public de fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012.

Par délibération en date du 17/12/2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S), sa filiale, a été validée et a fait l'objet d'un avenant. La société Effia Stationnement a souhaité créer un établissement administratif pour individualiser l'activité Fourrière.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2017 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 14 septembre 2017;

- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20 septembre 2017.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

# **1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué**

## **o Les moyens** - Terrains et locaux

Dans le cadre de la délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la Ville. Cette mise à disposition a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

En avril 2016, la fourrière municipale a fait l'objet d'un aménagement dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmé de la Ville de Montpellier afin de compléter l'accessibilité du site aux personnes handicapées.

Le renouvellement de l'agrément de gardien de fourrière, au nom du responsable d'exploitation, est intervenu par arrêté préfectoral en août 2016.

La superficie totale du terrain soit 6 970 m<sup>2</sup> se répartit ainsi :

- 5 580 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par catégorie : véhicules volés, épaves, infractions stationnement, ... ;
- 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la SARL E.G.S.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain clos permet le stockage de 400 véhicules en moyenne. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabine ».

Depuis avril 2015 afin d'améliorer la sécurité du personnel et des biens confiés, le délégataire a installé un système de détection d'intrusion.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

## **o L'effectif**

Au 31 décembre 2016, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire requis selon la nature de leur mission.

Durant l'année 2016, pas d'augmentation d'effectif, à noter que 2 personnes ont été recrutées en contrat à durée déterminée pour remplacer le personnel en arrêt de travail.

La masse salariale s'élève à 588 160 €.

Des formations en matière d'E.P.I - 1<sup>er</sup> secours – produits chimiques ont été suivies par 8 agents.

Une mise à jour du document unique des risques professionnels spécifiques au personnel des fourrières automobile a été réalisée également dans l'année.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure (4 personnes). La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

o Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m<sup>3</sup> pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires.

Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 12 000 véhicules par an.

o L'activité

Depuis 2015, le délégataire a opéré un transfert de sa base de données informatique sur un serveur centralisé pour sécuriser les informations sensibles liées aux mises en fourrière : identités des propriétaires, immatriculations, nature des infractions...

A cette occasion, l'ensemble du matériel informatique a été remplacé par du matériel neuf.

• Enlèvement de véhicules :

En 2016, le **nombre de réquisitions reçues et traitées** s'est élevé à **9 325** contre 9 680 en 2015. Cette baisse d'activité concerne la police nationale à hauteur de 305 véhicules.

Au final, **8 298 véhicules sont entrés en fourrière**, contre un total de 8 598 en 2015 incluant :

*1 345 procédures pour police nationale (contre 1 644 en 2015)*

*6 953 pour la police municipale (contre 6 954 en 2015)*

- 903 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place,
- 29 ont fait l'objet d'un déplacement technique.

**Soit au total 9 230 interventions en 2016.**

Le **taux d'efficacité** d'EGS (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à **98,98 %** contre 99,23 % en 2015.

• Sorties de véhicules :

En 2016, les véhicules se répartissent ainsi :

- **7 467 facturés à leur propriétaire** contre 7 522 en 2015
- **1 747 mis en destruction** contre 1 793 en 2015
- **101 vendus par les Domaines** contre 97 en 2015

Il est à noter que le nombre de véhicules sortants peut être supérieur, certains véhicules restitués ou détruits ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent. De plus les ventes pour ferrailage des véhicules dont l'enlèvement a été payé par le propriétaire sont comptés dans les postes « restitution » et « vente ferraille ».

En conclusion, l'année 2016 est la cinquième année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Concernant l'activité fourrière, il apparaît, comme pour l'année précédente, une optimisation nécessaire du parc de stockage compte tenu d'un volume important de véhicules judiciaires. Pour ces véhicules la rotation est moindre et les entrées sont excédentaires par rapport aux sorties entraînant une occupation du site au détriment de l'activité fourrière classique liée au stationnement gênant ou abusif.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, la Ville de Montpellier s'est prononcée sur le principe de la délégation de service public. La mise à disposition d'un deuxième terrain a été pris en compte dans le cadre du nouveau contrat qui se mettra en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Néanmoins, le site actuel offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier incluant la fourrière municipale, a été reconduite en octobre 2016. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

## 2. Bilan financier de la délégation

En milliers d'€ HT	2015	2016	N/N-1
Chiffre d'affaires total dont:	<b>1 380,8</b>	<b>1 315,1</b>	-4,8%
CA Enlèvement	606,0	572,5	-5,5%
CA Opération préalable	11,4	10,2	-10,5%
CA Gardiennage journalier	150,1	155,8	3,8%
CA Expertise	17,6	17,9	1,7%
CA Facturation Ville et EDP	28,6	35,0	22,4%
CA Ferrailles	278,3	223,8	-19,6%
CA Saisie judiciaire	129,5	162,2	25,3%
CA Domaines	56,8	46,2	-18,7%
CA Facturation TP	90,1	85,7	-4,9%
Variation de stock	15,2	11,9	-21,7%
Divers	-2,7	-6,1	125,9%
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>1 380,8</b>	<b>1 315,1</b>	<b>-4,8%</b>
Personnel et sous-traitance	725,5	712,0	-1,9%
Entretien et réparations	88,5	66,9	-24,4%
Frais de gestion	79,3	91,0	14,8%
Autres charges de gestion	76,0	71,7	-5,7%
Autres charges	163,5	184,6	12,9%
Redevance Ville de Montpellier	165,8	133,1	-19,7%
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>1 298,6</b>	<b>1 259,3</b>	<b>-3,0%</b>



<b>Résultat d'exploitation (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>82,2</b>	<b>55,8</b>	<b>-32,1%</b>
<b>Résultat financier (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>N/A</b>
<b>Résultat exceptionnel (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>118,2%</b>
<b>Résultat avant impôt (+ bénéfice / - perte)</b>	<b>81,1</b>	<b>56,0</b>	<b>-30,9%</b>

a) Variation des recettes :

Le chiffre d'affaires de la structure diminue de 4,8% entre 2015 et 2016 représentant une baisse de 65,7 K€ des recettes. Cette variation s'explique en partie par la baisse du chiffre d'affaires lié aux activités *enlèvements* (-33,5 K€) et *vente de ferraille* (-54,5 K€). En effet, le nombre d'enlèvements est inférieur de 376 en 2016 par rapport à 2015 et le prix de la ferraille a fortement diminué sur cet exercice impactant les recettes à la baisse.

A l'inverse, on observe une hausse de 25,3% du chiffre d'affaires liée à la saisie judiciaire, soit +32,7 K€.

b) Variation des charges :

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de 3% entre l'exercice 2015 et 2016, soit une variation de 39,3 K€. Elle s'explique en partie par la diminution des charges de personnel de 1,9% (-13,5 K€) liée à la baisse de l'activité qui emmène une baisse des heures supplémentaires. Le poste *entretien et réparations* affiche une baisse de plus de 24%, soit -21,6 K€, l'année 2015 ayant été marquée par de grosses réparations sur les véhicules.

A l'inverse, on observe une progression des postes *frais de gestion*, et *autres charges* qui augmentent respectivement de 14,8% (+11,7 K€) et 12,9% (+21,1 K€).

Il s'agit essentiellement de +14,4 K€ de provisions pour clients douteux ; de l'effet année pleine de l'acquisition de véhicules en 2015 sur les amortissements à hauteur de +12,5 K€ ; et de l'impact sur le CET (+10,4 K€) de l'augmentation par l'administration fiscale de la base de calcul de la CET.

c) Redevance versée à la Ville :

On note également une diminution de 19,7% de la redevance versée à la Ville, la baisse du chiffre d'affaires impactant la redevance variable à hauteur de -32,7 K€.

d) Résultat :

Ainsi, les variations des recettes et des charges sur l'exercice 2016 impactent le résultat de près de -31% qui s'établit à 56 K€ à la clôture de l'exercice.

L'analyse du rapport 2015 faisait état d'une clarification nécessaire sur la qualification des biens de la délégation. Suite aux travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et de la Commission de Contrôle des Déléataires de Service Public, le Conseil Municipal est informé que le délégataire a intégré à ce rapport les demandes de la Ville concernant les biens de la délégation. Ainsi, les véhicules de remorquage sont qualifiés de bien de retour, ils intégreront le patrimoine de la Ville à titre gratuit à l'issue de la DSP.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ce rapport 2016.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel 2016

- Avenant n°5

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Rapport annuel 2016 du délégataire PEOPLE AND BABY - Crèche Joséphine Baker

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 27 Juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la **crèche Joséphine Baker**, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a donc confié à la Mutualité Française de l'Hérault l'exploitation de cet établissement pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1<sup>er</sup> septembre 2012 et s'est terminée le 31 août 2015.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à l'entreprise People and Baby l'exploitation de cet établissement pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 20 juillet 2017;
- une présentation en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 14 septembre 2017 ;
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 20 septembre 2017.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

### **I- Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué**

#### **➤ *Présentation et conditions d'exécution***

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public sont les suivantes :

- Accueil des enfants sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la ville ;
- Qualité d'accueil assurée par 24,6 professionnels : 1 puéricultrice, 1 infirmier, 4 éducatrices de jeunes enfants, 6 auxiliaires de puériculture, 6 CAP Petite Enfance, 2 agent d'entretien, 1 cuisinier, 0,6 secrétaire et 3 assistantes maternelles.
- Offre d'équipement conséquente et adaptée. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.
- Projet pédagogique : La crèche fonctionne avec 3 sections bébés, moyens et grands. Elle doit permettre à l'enfant de se découvrir, de découvrir les autres, de s'éveiller en compagnie des autres enfants et des professionnels. En 2016, de nouveaux ateliers ont été développés : ateliers massage, jardinage, langue des signes et musicothérapie ; pour les plus grands, un projet autour des différents pays du monde a permis de développer des activités de découverte des pays à travers les chants, les spécialités culinaires et la fabrication de totems, pinatas et autres chapeaux chinois.
- Dans l'objectif d'accompagner les parents et répondre à leurs questions, 3 « Cafés Crèches » ont été organisés en 2016. Il s'agit d'un moment d'échange entre les parents et les professionnels sous forme de petits déjeuners. Les thèmes sont choisis selon les attentes des parents et les réunions

sont animées par le responsable de la structure et le pédiatre, le psychologue ou un intervenant extérieur selon les thématiques abordées.

➤ *Eléments d'analyse de la qualité du service*

**A- Données d'activités du multi-accueil collectif**

▪ **Taux d'occupation**

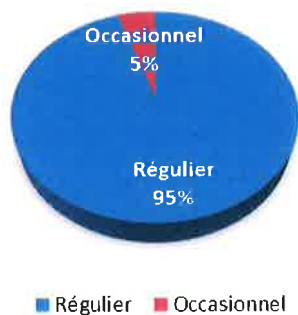
2016	Nombre d'enfants accueillis	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Janvier	86	13 200	9 559,28	72,42%	11 038,59	83,63%
Février	87	13 860	10 019,59	72,29%	11 610,12	83,77%
Mars	88	14 520	11 785,18	81,17%	12 355,11	85,09%
Avril	102	13 860	10 293,57	73,88%	11 611,88	83,78%
Mai	107	12 540	10 398,80	82,93%	11 530,17	91,95%
Juin	107	14 520	11 783,96	81,16%	13 281,68	91,47%
Juillet	106	13 200	9 122,98	69,11%	10 308,56	78,09%
Août	67	1 320	495,87	37,57%	663,09	50,23%
Septembre	86	14 520	9 449,87	65,08%	11 093,70	76,40%
Octobre	88	13 860	8 433,79	60,85%	9 837,04	70,97%
Novembre	86	13 200	9 868,72	74,76%	11 053,21	83,74%
Décembre	85	11 220	7 109,31	63,36%	8 398,19	74,85%
<b>TOTAL</b>	<b>/</b>	<b>149 820</b>	<b>108 320,92</b>	<b>72,30%</b>	<b>122 781,34</b>	<b>81,95%</b>

- Taux d'occupation facturé 2015 : 74,32%
- Taux d'occupation facturé 2016 : 81,95%
- Taux de facturation 2016 : 113,35%

▪ **Caractéristiques des inscriptions**

*Type d'accueil (régulier / occasionnel)*

2016	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Régulier	149 820	102 231,97	68,24%	116 590,25	77,82%
Occasionnel	149 820	6 089,92	4,06%	6 191,09	4,13%
<b>TOTAL</b>	<b>149 820</b>	<b>108 320,92</b>	<b>72,30%</b>	<b>122 781,34</b>	<b>81,95%</b>

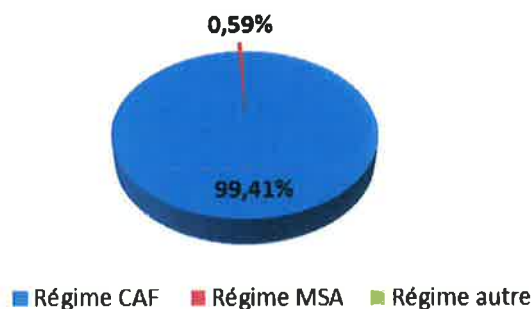


#### Durée des contrats d'accueil

**40 % de contrats à temps partiel**  
(Moins de 4 jours /semaine)



#### Accueil par régime



### B- Données d'activités du multi-accueil familial

#### ▪ Taux d'occupation

2016	Nombre d'enfants accueillis	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Janvier	4	1 980	736,00	37,17%	741,5	37,45%
Février	4	2 079	743,76	35,77%	774,5	37,25%
Mars	5	2 178	759,00	34,85%	759,00	34,85%
Avril	5	2 079	713,00	34,29%	759,00	36,51%
Mai	5	1 881	657,39	34,95%	692,00	36,79%
Juin	5	2 178	634,54	29,13%	741,00	34,02%
Juillet	5	1 980	583,47	29,47%	623,50	31,49%
Août	0	198	0,00	0%	0,00	0%



Septembre	4	2 178	410,99	18,87%	465,50	21,37%
Octobre	4	2 079	558,65	26,87%	602,00	28,96%
Novembre	6	1 980	918,00	46,36%	918,00	46,36%
Décembre	6	1 683	726,04	43,14%	746,00	44,33%
<b>TOTAL</b>	<b>/</b>	<b>22 473</b>	<b>7 440,84</b>	<b>33,11%</b>	<b>7 822,00</b>	<b>34,81%</b>

- Taux d'occupation facturé 2015 : 15.18%
- Taux d'occupation facturé 2016 : 34.81%
- Taux de facturation 2016 : 105.12%

En 2015, il n'y avait qu'une seule assistante maternelle en activité au sein de la crèche familiale, accueillant 2 enfants. L'augmentation du taux d'occupation facturé en 2016, s'explique par le recrutement en 2016 de la 2<sup>ème</sup> puis de la 3<sup>ème</sup> assistante maternelle.

## II- Eléments financiers

Le montant de la participation municipale s'élève à 361 764.15 €.

Montant de la participation municipale : 2.74 € / heure facturée pour l'accueil collectif et 3.24€/ heure facturée pour l'accueil familial.

L'exercice 2016 constitue le premier exercice en année pleine du délégataire people and baby. Il n'y a pas de comparaison possible avec l'exercice précédent. L'analyse portera sur les écarts avec le budget prévisionnel.

2016	Accueil collectif			Accueil familial		
	Nombre d'heures facturées	Prix unitaire	Total	Nombre d'heures facturées	Prix unitaire	Total
Janvier	11 038,59	2.74 €	30 245,74 €	741,5	3.24 €	2 402,46 €
Février	11 610,12	2.74 €	31 811,73 €	774,5	3.24 €	2 509,38 €
Mars	12 355,11	2.74 €	33 853,00 €	759,00	3.24 €	2 459,16 €
Avril	11 611,88	2.74 €	31 816,55 €	759,00	3.24 €	2 459,16 €
Mai	11 530,17	2.74 €	31 592,67 €	692,00	3.24 €	2 242,08 €
Juin	13 281,68	2.74 €	36 391,80 €	741,00	3.24 €	2 400,84 €
Juillet	10 308,56	2.74 €	28 245,45 €	623,50	3.24 €	2 020,14 €
Août	663,09	2.74 €	1 816,87 €	0,00	3.24 €	0,00 €
Septembre	11 093,70	2.74 €	30 396,74 €	465,50	3.24 €	1 508,22 €
Octobre	9 837,04	2.74 €	26 953,49 €	602,00	3.24 €	1 950,48 €
Novembre	11 053,21	2.74 €	30 285,80 €	918,00	3.24 €	2 974,32 €
Décembre	8 398,19	2.74 €	23 011,04 €	746,00	3.24 €	2 417,04 €
<b>Sous total 2016</b>	122 781,34	2.74 €	<b>336 420,87 €</b>	7 822,00	3.24 €	<b>25 343,28 €</b>
<b>Total</b>	<b>361 764,15 €</b>					



**Compte de résultat 2016 :**

	<b>Réalisé 2015</b>	<b>Budget 2016</b>	<b>Réalisé 2016</b>
<i>Recettes PSU</i>	205 512,20 €	746 901,54 €	649 132,81 €
<i>Participation de la collectivité</i>	112 765,08 €	419 646,47 €	361 780,01 €
<i>Autres recettes</i>	38 283,00 €	7 140,00 €	
<b>Total des recettes</b>	<b>356 560,28 €</b>	<b>1 173 688,01 €</b>	<b>1 010 912,82 €</b>
<i>60- Achats</i>	28 821,98 €	87 581,49 €	94 400,33 €
<i>61- Services extérieurs</i>	45 293,38 €	142 101,86 €	140 399,80 €
<i>62- Autres services extérieurs</i>	13 095,76 €	30 948,93 €	53 590,93 €
<i>63- Impôts et taxes</i>	12 688,50 €	55 016,15 €	65 948,68 €
<i>64- Charges de personnel</i>	245 083,34 €	807 650,57 €	719 380,09 €
<i>65- Charges de gestion courante</i>	13 711,52 €	37 180,67 €	42 748,47 €
<i>68- Dotations aux amortissements et provisions</i>	442,73 €	3 083,33 €	2 043,35 €
<b>Total des charges</b>	<b>359 137,21 €</b>	<b>1 163 563,00 €</b>	<b>1 118 511,65 €</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>- 2 576,93 €</b>	<b>10 125,01 €</b>	<b>- 107 598,83 €</b>

a) Au niveau des postes de charges :

Le total des charges s'élève à 1 119 K€ contre 1 164 K€ dans le budget prévisionnel.

- Ecart de +7,5 K€ sur le poste entretien qui s'explique notamment par le remplacement d'une machine à laver, une intervention sur la chaufferie et l'amélioration de l'ampérage des prises électriques
- Ecart de 22,6 K€ sur les services extérieurs (recours à l'intérim)
- Des charges de personnel corrélées au taux de remplissage qui se sont établies à 719 K€

b) Au niveau des recettes :

Le total des produits s'élève à 1 011 K€ contre 1 174 K€ dans le budget prévisionnel

- Ecart de -98 K€ sur les recettes PSU lié au taux d'occupation constaté
- Ecart de -58 K€ sur la participation municipale de la Ville qui est assise sur le nombre d'heures facturées

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de rapport 2016.**

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

**- Rapport annuel 2016**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

### Construction et aménagement des Halles et de la Place Alexandre Laissac

### Avenant n° 1 au mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain qui comprend notamment la dynamisation du cœur marchand pour que celui-ci ait un rôle majeur dans le territoire métropolitain.

Situées en cœur de ville, en lien avec le boulevard du Jeu de Paume et à l'intersection de plusieurs lignes de tramway, les nouvelles halles Laissac sont un élément important de la stratégie commerciale mise en œuvre en cohérence avec le réaménagement de la Grand'Rue Jean Moulin en travaux, le boulevard du Jeu de Paume renouvelé. Elles contribuent à l'attractivité du centre-ville : cet équipement structurant est conçu comme le véritable pivot d'un circuit commercial, dans ce secteur en plein renouveau entre la gare,

le futur MoCo – Montpellier Contemporain et l'Écusson au patrimoine architectural emblématique.

Pour ce faire, la Ville a approuvé et autorisé, par délibération n°2016/0448 du 16/12/2016, de confier la maîtrise d'ouvrage déléguée à la Société d'aménagement de la métropole de Montpellier (SA3M).

Ce mandat comprend deux opérations intimement liées que sont la reconstruction de nouvelles halles et l'aménagement des espaces publics afférents, en lien avec les commerces environnants. Ainsi, le traitement des halles et de la place sera étroitement coordonné. En effet, la maîtrise d'ouvrage est dorénavant unique puisque, par délibération n° 2016/6 du 28/01/2016, il a été approuvé et autorisé la signature d'une convention entre la Métropole et la Commune confiant la totalité de la maîtrise d'ouvrage de l'opération à la Commune. Ainsi, afin d'assurer pleinement cette cohérence d'ensemble, le mandat a été signé le 27 décembre 2016 et notifié à la SA3M le 17 janvier 2017.

Le bilan de l'année 2016 fait apparaître une dépense de 84K€ TTC correspondant à la rémunération de la SA3M.

Afin d'améliorer la gestion de la trésorerie de l'opération, il est proposé aujourd'hui de réajuster le versement des avances, sans incidence sur le montant de la rémunération du mandataire, ni sur le bilan global du projet.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- D'approuver le compte rendu annuel à la collectivité du mandat de réalisation des nouvelles halles Laissac et d'aménagement des espaces publics attenants, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville à la date du 31 décembre 2016 ;
- De prendre acte à cet effet des termes de l'avenant n°1 qui modifie l'article 15.2 du mandat sur les modalités de financement et de règlement des dépenses engagées au nom et pour le compte du mandant par le mandataire ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Tableau financier CRAC
- Synthèse tableau financier CRAC
- Avenant n° 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## **Concession NOUVEAU GRAND CŒUR (SA3M) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) Avenant n° 5 au traité de concession d'aménagement**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain. L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ambition de cette action de renouvellement urbain sur le quartier Centre a conduit à créer une nouvelle concession fin 2013 (Nouveau Grand Cœur) par délibération du Conseil municipal du 7 octobre, notifiée à la SAAM début décembre 2013, devenue la SA3M (Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole).

Pour mener à bien cette opération, la SA3M conduit les études, propose à la Ville des stratégies d'actions et met en place les outils d'aménagement nécessaires.

Le travail de programmation est réalisé conformément au programme et au bilan prévisionnel inscrit dans le traité de concession.

De 2013 à 2015, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2022, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de la concession jusqu'à 2015, le total du bilan est passé de 39 120 400 € HT à 70 326 000 € HT et la participation de la Ville de 4 640 000 € à 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier).

En 2016, les principales modifications de programme de l'opération de renouvellement urbain se déclinent au travers de :

- une modification de la répartition des acquisitions entre ce qui est destiné à la réhabilitation et à la production en constructions neuves ;
- un recalage des prix de cession ;
- une meilleure valorisation des loyers commerciaux ;
- une augmentation liée à la prise en compte des nouvelles acquisitions en rénovation impliquant des travaux en parties communes et remises aux normes des locaux avant cession.

Concernant l'opération Laissac, la démolition du parking et la relocalisation des étaliers sont terminées.

Aucune modification de programme n'est intervenue pour l'opération « Beausoleil » (ex caserne de Gendarmerie avenue de Lodève)

Pour l'opération « Route de Nîmes » (avenue François Delmas), le périmètre d'intervention passe de 4 à 7 hectares et la production de logements, bureaux et commerces est dimensionnée à 47 400 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

La convention de trésorerie est inchangée.

Un avenant n°5 est présenté pour entériner l'actualisation du programme de l'opération « Route de Nîmes » (avenue François Delmas), la prolongation de la durée de la Concession nécessitée par cette opération et la baisse du taux de la rémunération du concessionnaire (SA3M) liée à la gestion financière.

Le total du bilan est ajusté à 77 323 000 € HT, la participation de la Ville est inchangée : 11 742 000 €, dont 2 496 000 € en nature (foncier). La TVA ne s'appliquant que partiellement, la participation TTC de la Ville est de 12 250 000 € sur 14 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Nouveau Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2016, par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°5 au traité de concession d'aménagement ;



- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

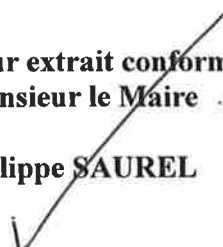
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Bilan consolidé
- Acquisitions
- Rapport spécial
- Avenant n° 5

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLYVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

## Concession GRAND CŒUR (SERM) Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016) Avenant n°16 au traité de concession d'aménagement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour dynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ».

Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003 (suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Il s'agit d'une opération d'aménagement dont le programme porte sur le logement (production de logements publics et privés en requalification d'immeubles dégradés et en construction sur friches urbaines, conduite des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain – OPAH RU), sur l'activité commerciale (remise sur le marché de locaux commerciaux requalifiés, prospection et installation d'enseignes dynamiques...), et sur des équipements publics.

De 2003 à 2015, le programme a évolué et la concession a été prolongée jusqu'en 2019, nécessitant de modifier la convention initiale par avenants.

Depuis le début de concession jusqu'à 2015, le total du bilan est passé de 65 928 600 € HT à 122 062 000 € HT et la participation de la Ville de 11 196 600 € HT à 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En 2016, le programme prévisionnel a fait l'objet des adaptations opérationnelles suivantes :

- un ajustement des acquisitions et des reventes ;
- une augmentation des charges de gestion due à des travaux d'entretien d'un patrimoine dégradé ;
- une indexation de la rémunération forfaitaire et une augmentation liée à la prise en compte de la rémunération commerciale ;
- une augmentation des travaux restant à réaliser sur les locaux commerciaux avant commercialisation ;
- une augmentation du montant des quotes-parts « parties communes » pendant le temps de portage par l'aménageur.

Pour limiter les frais de portage, les avances de trésorerie infra annuelles demeurent mais sont inchangées (3 000 000 € en 2017 et 2018), ainsi que le remboursement de l'avance principale de 6 000 000 K€ en 2019.

La rémunération forfaitaire de la SERM pour la conduite d'opération est abaissée progressivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour les dernières années de la concession ; de 230 000 € annuel jusqu'à cette année, elle est de 182 000 € en 2017, 98 000 € en 2018 et 60 000 € en 2019. Cet abaissement fait l'unique objet de l'avenant n°16 annexé à la présente délibération.

Le total du bilan est ajusté à 122 857 000 € HT, et la participation de la Ville est inchangée : 26 954 000 € HT, soit 27 616 000 € (sur 16 ans), la TVA ne s'appliquant que partiellement.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 également présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité de l'opération « Grand Cœur » qui a été établi au 31 décembre 2016, par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), concessionnaire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM ;
- de prendre acte du document identifiant les acquisitions, les cessions, les préemptions et les relogements effectués par la SERM entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du rapport spécial ci-joint établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant, ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°16 au traité de concession d'aménagement, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse du bilan
- Tableau acquisitions
- Rapport spécial acquisitions
- Cessions
- CRAC GC
- Relogements 2016
- Avenant n° 16

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

## Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de re-qualification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité étudier le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :

- Un parc industriel et technologique (IBM, Dell, Areva,...) ;
- Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
- Des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social important concentré surtout au nord du secteur étudié.

Pour ce faire, la Ville a confié par décision en date du 20 décembre 2012, un mandat d'études à la SAAM signé le 21 décembre 2012. Les différentes études ont permis de mettre en évidence un remarquable potentiel de développement urbain fondé notamment sur la proximité avec le centre-ville, les caractéristiques d'une

cit-jardin, la présence du fleuve le Lez, la densité urbaine et la mixité sociale du quartier, les possibilités de mutation foncière et le rôle de centralité de quartier à l'échelle de la ville.

Un dialogue compétitif a également été mené pour proposer un projet global de renouvellement urbain à l'issue duquel le cabinet d'urbaniste CASTRO/DENISSOF et Associés, associé au paysagiste PRAXYS et aux bureaux d'études BERIM et 2DKS a été désigné comme urbaniste en chef du projet en 2014.

La complexité d'une telle opération de renouvellement d'un tissu urbain existant et diversifié a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, le Conseil Municipal a approuvé par délibération du 25 février 2016 les objectifs et modalités de la concertation préalable au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, afin de recueillir l'avis de la population sur les principaux enjeux et objectifs de ce projet que sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a tiré le bilan favorable de la concertation préalable, et en conséquence, a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Par délibération du 29 septembre 2016, la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Cette concession d'aménagement a été signée le 14 novembre 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 16 novembre 2016.

L'opération d'aménagement a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants dont un certain nombre relèvent de la compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...). Dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, le transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville ou son aménageur pour la réalisation du programme prévisionnel de travaux de ces équipements métropolitains a été fixé par convention approuvée en Conseil Municipal en date du 20 juillet 2016 et en Conseil Métropolitain le 21 juillet 2016.

La SA3M poursuit depuis les études de définition du projet de renouvellement urbain.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 116 000 €. A la même date, aucune recette n'a été perçue sur cette opération.

Au 31 décembre 2016, le bilan prévisionnel s'équilibre en dépenses et en recettes à 52 241 000 €.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 concernant la l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31122016
- Compte rendu annuel (rapport)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

**Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur  
Concession d'aménagement Ville / SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)  
Avenant n°12**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par convention de mandat du 10 février 1994, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études du quartier et du bassin Jacques Cœur.

Dans ce cadre, un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre a été organisé en 1994. Le lauréat de ce concours, ARCHIMEDE, SARL constituée des architectes A. Garcia-Diaz, F. Fontès et Ph. Bonon, a procédé aux études préliminaires à la réalisation de ce nouveau quartier.

Un concours en vue du choix de bureaux d'études a été organisé pour compléter l'équipe de maîtrise d'œuvre. A l'issue de ce concours, les bureaux d'études INFRA-SUD et SIEE ont été retenus.

Depuis lors, les études d'urbanisme et les études préliminaires d'infrastructures se sont poursuivies en vue de la préparation du dossier d'une première zone d'aménagement concerté (ZAC), dénommée Port Marianne - Jacques Cœur, sur un périmètre compris entre le Lez à l'ouest, l'avenue Raymond Dugrand à l'est, l'avenue Marie de Montpellier au nord et le bassin Jacques Cœur au sud.

Les objectifs et modalités d'association du public pour cette ZAC ont été adoptés par délibération du Conseil municipal du 24 juillet 1995. Par délibération du 6 janvier 1997, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de concéder les études et la réalisation du quartier Jacques Cœur à la SERM. Le dossier de création de cette ZAC a été arrêté par le Conseil municipal du 27 février 1997 et approuvé par celui du 25 avril 1997.

Le dossier de réalisation de la ZAC, élaboré en association avec les services de l'Etat et soumis à concertation, a été arrêté par délibération du Conseil municipal du 22 octobre 1998. Après enquête publique et avis favorable de la commission d'enquête, ce dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 27 juillet 1999. L'opération a été déclarée d'utilité publique par arrêté préfectoral du 26 octobre 1999.

Par délibération du 24 septembre 2002, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de pouvoir engager durant l'année 2003 les études nécessaires à l'extension de la ZAC au sud du bassin Jacques Cœur, compte tenu de la bonne commercialisation de la partie nord de l'opération. Ces études ont amené le Conseil municipal à approuver le lancement de cette extension par délibération du 31 mars 2004.

A l'issue de la concertation organisée auprès du public, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création et arrêté le dossier de réalisation de l'extension de ZAC par délibération du 7 octobre 2004. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de l'opération ainsi que son programme des équipements publics.

Cette extension, qui porte à 9,6 hectares la superficie totale de la ZAC, permet de poursuivre la réalisation du quartier jusqu'à l'avenue Théroigne de Méricourt, au sud. L'ensemble de ce nouveau quartier, extension comprise, prévoit la réalisation d'environ 1 600 logements, des commerces, des locaux d'activités et des bureaux, répartis sur onze îlots.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement en vue d'autoriser la SERM à réaliser le bâtiment situé en bordure de la place Ernest Granier (îlot A), et de poursuivre ainsi la réalisation des façades de cet espace public majeur, amorcées avec celles du bâtiment dénommé « *Etoile Richter* », également réalisé par la SERM et situé sur l'îlot N de la ZAC Port Marianne - Richter.

Ce bâtiment, dénommé « *Arche Jacques Cœur* » a été inauguré le 20 juin 2007. Il abrite des bureaux sur une superficie totale d'environ 11 600 m<sup>2</sup>, ainsi que des commerces en rez-de-chaussée.

Par délibération du 9 octobre 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement visant à étendre le périmètre de ladite convention aux voies primaires riveraines du quartier (les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt) au droit de l'opération.

Un avenant n° 4 a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 juillet 2004, afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2008.

Un avenant n° 5, approuvé par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004, a permis d'étendre le périmètre de la convention publique d'aménagement, de confier à la SERM l'étude et la réalisation de l'extension de la ZAC, d'approuver le bilan financier prévisionnel qui s'attache à cette extension et de proroger la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2013.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

L'avenant n° 6, que le Conseil municipal a approuvé le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière

d'acquisitions foncières, et réduire le périmètre de l'opération en excluant une partie de l'emprise de l'avenue Raymond Dugrand.

L'avenant n° 7, approuvé par le Conseil municipal le 26 juillet 2007, a autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, celle-ci étant supprimée de la concession d'aménagement.

Le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 27 juillet 2009, la modification du programme des équipements publics de la ZAC afin d'y intégrer la réalisation d'un parking public. Ce parking public, comportant environ 740 places, est situé sous l'îlot H (*La Mantilla*) de la ZAC en bordure de l'avenue Raymond Dugrand et permet de répondre aux besoins en stationnement des nombreux programmes de commerces, de bureaux ou de logements en cours de construction ou à venir sur cette avenue. Pour permettre la réalisation de ce parking par la SERM, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé lors de la même séance du Conseil municipal afin de proroger la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte tenu des délais de poursuite de l'opération, et notamment ceux nécessaires à la réalisation du programme de *La Mantilla* et de son parking public, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement approuvé en séance du Conseil municipal du 26 juillet 2010 a permis de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2018. Ce même avenant a par ailleurs amené à modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour le financement partiel de l'avenue Théroigne de Méricourt (pour un montant global de 1 933 000 € HT).

Par délibération du 3 octobre 2011, le Conseil municipal, actant la possibilité d'assurer le portage financier du parking de *La Mantilla* par un investisseur, a retiré cet ouvrage du programme des équipements publics de la ZAC.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015 et tamponné préfecture le 15 décembre 2015, le versement à la SERM d'une rémunération forfaitaire complémentaire de 6 000 € HT lui permettant d'assurer le suivi et la gestion du parc de stationnement ouvert au public de *La Mantilla*.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement permettant de compléter les missions de la SERM en ce qui concerne le suivi et la gestion des demandes d'implantations commerciales au sein de l'opération et de prévoir la rémunération correspondante. Cet avenant a également permis de modifier la concession pour permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Compte tenu du fait que le parc de stationnement de *La Mantilla*, actuellement géré par la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement, ne peut être revendu à un investisseur privé en 2018, comme prévu initialement, compte-tenu des conditions de rentabilité très insuffisantes constatées aujourd'hui, un avenant n°12 est aujourd'hui proposé afin de prolonger la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2023. D'ici là, la SERM aura pour mission de stabiliser le fonctionnement de ce parc de stationnement, d'adapter ses tarifs et de mettre en œuvre tous moyens nécessaires pour rentabiliser cet équipement et le rendre attractif pour les investisseurs privés. Le bilan de la concession doit être adapté en conséquence afin d'intégrer les dépenses et recettes correspondant à la gestion, par la SERM, du parc de stationnement de *La Mantilla* jusqu'en 2023. Il est précisé que cette modification du bilan est équilibrée en dépenses et en recettes et n'entraîne pas de modification de la participation de la Ville à la concession.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 72 150 000 € HT et les recettes perçues à 69 456 000 € HT. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 78 070 000 € HT, en augmentation de 2 042 000 € HT par rapport au bilan précédent,

s'expliquant par l'intégration dans le bilan des charges et recettes liées à la gestion du parc de stationnement de La Mantilla par la SERM entre 2019 et 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jacques Cœur, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM en date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°12 à la concession d'aménagement prolongeant la durée de la concession d'aménagement jusqu'en 2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31122016
- Avenant 12 JCœur.pdf
- Tableau des Cessions JCœur.pdf
- Compte-rendu annuel (rapport)

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Richter Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'est par l'avenue Raymond Dugrand, au nord par le rond-point Christophe Colomb et au sud par l'avenue Marie de Montpellier.

Elle accueille notamment la faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994.  
Son architecte coordonnateur est Adrien Fainsilber.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

Par délibération du 24 juillet 1995, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°1 au traité de concession et a fixé les objectifs et les modalités de concertation du public relatifs à la modification du plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC.

Par délibération du 31 juillet 1998, le Conseil municipal a approuvé les termes d'un avenant n°2 au traité de concession prenant notamment en compte les dispositions de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 précisant les modalités de contrôle des sociétés d'économie mixte par les collectivités dans la cadre des marchés publics et des délégations de service public.

A la suite d'une phase de concertation organisée en janvier 1999, dont le bilan a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 février 1999, et à l'issue d'une enquête publique organisée du 28 mai au 2 juin 1999, le Conseil municipal a approuvé cette modification de PAZ par délibération du 27 juillet 1999.

Par délibération du 28 juillet 2000, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 au traité de concession visant à proroger ledit traité jusqu'au 31 décembre 2006 pour permettre à la SERM de réaliser, notamment, un immeuble de bureaux situé en façade de la place Ernest Granier.

En application de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU), le Conseil municipal a approuvé par délibération du 25 juillet 2001 un avenant n°4 visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 25 juillet 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 visant à permettre à la SERM de réaliser un bâtiment sur l'îlot E nord de la ZAC, en bordure de la place de la Révolution Française, qui marque l'achèvement des façades de cet espace public majeur du quartier sur 4000 m² de SHON environ. Ce bâtiment, désigné « Espace Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon », abrite à la fois des équipements publics et des bureaux privés.

Par délibération du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 en vue de permettre la réalisation d'un parking d'une capacité d'environ 300 places sur l'îlot M de la ZAC. Le parking prévu a été réalisé en surface avec une capacité de 80 places environ pour des raisons de coût et d'environnement.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°7 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2009 afin de permettre à la SERM de mener à bien sa mission, concernant, en particulier, l'achèvement de l'Espace Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon et l'aménagement définitif de la place de la Révolution Française.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la concession d'aménagement, un avenant n°8 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Considérant la possibilité de commercialisation à court terme du lot M de la ZAC, situé à l'arrière du bâtiment Etoile Richter, pour permettre la réalisation d'une nouvelle opération de bureaux, un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2008 prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2014.

Compte-tenu du décalage dans le temps de la réalisation de l'opération de bureau sur le lot M (CNFPT), le Conseil municipal a approuvé un avenant n°10 par délibération du 25 novembre 2013, signé le 10 décembre 2013, permettant de proroger les missions de la concession de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, prolongeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2018, pour permettre la construction du siège du CNFPT (lot M).

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin de permettre la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions et permettre de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées s'élevaient à 46 929 000 € pour un montant total de recettes perçues de 47 461 000 €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 47 461 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Richter qui a été établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM au 31 décembre 2016 ;



- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31122016
- Compte-rendu annuel (rapport)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Jardins de la Lironde Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) Avenant n°13

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 25 juin 1990, le Conseil municipal approuvait le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne-Jardins de la Lironde et concédait à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) les études et aménagements nécessaires à l'opération.

A la suite d'une mission d'études complémentaires menée par l'architecte en chef Christian de Portzamparc, désigné par la Ville, le Conseil municipal fixait, lors de la séance du 20 juin 1991, les objectifs et les modalités de concertation du public en vue d'une extension - modification de cette ZAC.

Par délibération du 28 juillet 1992, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 au traité de concession signé avec la SERM. Toutefois les difficultés du marché de l'immobilier des années 1992-1993, conjuguées aux difficultés juridiques liées à l'annulation du POS de Montpellier, ont conduit la Ville à différer l'engagement de l'opération.

Par la suite, la reprise du marché immobilier et l'excellente commercialisation des ZAC engagées sur Port Marianne (Blaise Pascal, Richter, Consuls de Mer), ont rendu nécessaire la relance de cette opération.

C'est dans ce contexte que, par délibération du 30 mars 1998, la Ville de Montpellier a fixé les objectifs d'un nouveau projet de ZAC et les modalités d'association du public. Lors de cette même séance, le Conseil municipal a approuvé la concession de l'opération à la SERM en intégrant, notamment, les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité initial.

Une nouvelle ZAC a par conséquent été créée par délibération du Conseil municipal du 20 décembre 1999.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 1 à la concession d'aménagement visant notamment à adapter le périmètre du traité de concession à celui de la ZAC.

Les études, à nouveau menées par Christian de Portzamparc, ont conduit à l'élaboration du dossier de réalisation que le Conseil municipal a approuvé par délibération du 29 septembre 2000. Un bilan prévisionnel a été établi. Ce bilan intègre également les engagements fonciers et financiers souscrits dans le cadre du traité de concession initial.

Le programme des équipements publics de la ZAC a été approuvé par délibération du 29 septembre 2000. La ZAC prend en charge la totalité du coût des voiries et réseaux uniquement nécessaires à son fonctionnement, et une partie (40 %) du coût des voiries dites primaires, seulement pour la quote-part nécessaire aux besoins de la ZAC (rue Léonard de Vinci, avenue Albert Einstein et route de Vauguières partiellement).

Pour l'étude et la réalisation de ces voiries primaires, une convention de mandat a été confiée à la SERM, par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2001.

Par délibération du 25 juillet 2001, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 2 à la concession d'aménagement visant à transformer le traité et le cahier des charges de concession en convention publique d'aménagement et à définir les modalités d'association de l'aménageur aux études d'évolution du plan local d'urbanisme.

Par délibération du 6 février 2003, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement pour demander à la SERM d'étudier une extension de la ZAC de manière à intégrer l'ensemble des terrains anciennement gérés par l'ASPTT, d'une superficie de 2,6 ha acquis par la Ville auprès de La Poste, et situé en bordure de la rue Léonard de Vinci et du parc public.

Les études menées ont conduit le Conseil municipal à approuver, par délibération en date du 31 mars 2004, le lancement d'une procédure d'extension de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde sur ces terrains. C'est par délibérations du 25 juillet 2005 que le dossier de réalisation et le programme des équipements publics correspondants à cette extension de ZAC ont été approuvés.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 4, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2005, est venu modifier la concession d'aménagement pour ajuster, selon un barème dégressif, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Par délibération du 27 octobre 2005, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 à la concession d'aménagement, permettant de modifier le bilan prévisionnel de la ZAC. Des études ont en effet montré qu'au moins la moitié des élèves du groupe scolaire prévu dans la ZAC seraient des enfants issus des logements construits dans le cadre de l'opération. C'est pourquoi l'avenant n° 5 a acté le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 1 523 000 € en 2006 (au prorata de la prévision de fréquentation) pour la construction de ce groupe scolaire, et que, conformément à une délibération du 25 juillet 2006, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié pour tenir compte de cette évolution.

L'avancement de l'urbanisation du quartier Port Marianne et l'augmentation de la population ont conduit la Région Languedoc Roussillon à programmer la réalisation d'un lycée professionnel, dénommé « lycée Georges Frêche », sur l'îlot P de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde. Compte tenu de la nature de cet équipement, la Ville a décidé de procéder à la cession gratuite de ce terrain à la Région Languedoc Roussillon. Cette cession gratuite générant une perte de recette au bilan prévisionnel de 2 000 000 € HT, un avenant n° 6, approuvé par délibération du 25 juillet 2006, a permis de modifier le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement pour compenser cette perte par une augmentation équivalente de la participation financière de la Ville à l'opération.

La bonne commercialisation de la ZAC, à cette époque, a généré un niveau de recettes suffisamment important qui a permis de compenser le montant de la participation financière de la Ville. Dans ce contexte, un avenant n° 7 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 afin de modifier le bilan prévisionnel de l'opération par la réduction de cette participation de la Ville pour un montant de 2 000 000 € HT.

Cet avenant a également intégré les dispositions autorisant la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la concession d'aménagement.

Afin de réaliser les aménagements de la partie ouest de la ZAC en particulier pour accompagner les constructions sur les îlots I, J, K, M2, N et Y, un avenant n° 8 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2015.

La santé financière de l'opération a permis de dégager en 2010 un fonds de concours de 700 000 € au bénéfice de la Ville, dont 200 000 € ont été versés en 2011 et 500 000 € en 2012. Le fonds de concours total versé à la Ville par l'opération d'un montant de 3 743 000 € reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Un avenant n°9 à la concession d'aménagement a été approuvé au Conseil Municipal du 25 novembre 2013 et signé le 20 décembre 2013 en vue de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2017.

A la suite d'études hydrauliques menées sur l'ensemble du bassin versant de la Lironde, le cours d'eau qui traverse cette opération, un des îlots sur lequel était projetée une opération de logements (îlot Y) s'est révélé inondable et ne peut plus faire l'objet d'un projet de construction. Cette situation a entraîné par conséquent une perte de charge foncière de 476 000 €, ce qui a amené la SERM à solliciter une participation d'équilibre de la Ville d'un montant de 448 000 € programmée en 2017. En conséquence, un avenant n°10 au traité de concession permettant d'adapter la participation d'équilibre de la Ville a été approuvé par le Conseil Municipal du 6 novembre 2014 et signé le 10 décembre 2014.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°11 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2015, en vue de l'octroi d'une nouvelle participation d'équilibre à l'opération de 606 000 €. Cette modification a permis de porter la participation d'équilibre totale de la Ville à un montant total de 1 054 000 € pour un versement prévu en 2017.

Un avenant n°12 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil Municipal le 20 octobre 2016, a permis de proroger les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2020, de décaler sur 2018 la participation de la Ville et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM.

Aujourd'hui, il est proposé, dans le cadre d'un avenant n°13 à la concession d'aménagement, de décaler en 2019 la participation prévue en 2018 compte tenu des capacités financières de l'opération,

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées s'élevaient à 44 939 000 € HT pour un montant de recettes

perçues de 44 344 000 € HT. €. Le bilan prévisionnel de l'opération s'équilibre à 45 457 000 € en dépenses et en recettes, sans modification notable par rapport au bilan précédent.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°13 décalant d'un an le versement de la participation d'équilibre à l'opération pour un montant de 1 054 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
- Compte-rendu annuel à la Collectivité 2016 - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
- Avenant n°13 - ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Rive gauche Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Poursuivant le projet urbain de Port Marianne et le développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé au début 2006 d'engager la réalisation d'un nouveau quartier en rive gauche du Lez. Par délibération du 6 novembre 2006, le conseil municipal a dénommé ce nouveau quartier « Port Marianne - Rive gauche ». Conçu comme un écoquartier mettant en œuvre les principes du développement durable, le quartier Port Marianne - Rive gauche est situé dans le prolongement sud du quartier Jacques Cœur, entre le Lez et l'avenue Raymond Dugrand.

Le lancement d'un concours d'urbanisme et de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de ce nouveau quartier a été acté par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006. A l'issue de ce concours, le Conseil municipal a décidé, lors de sa séance du 15 novembre 2007, de confier le marché d'urbanisme-architecte coordonnateur et le marché de maîtrise d'œuvre de ce quartier à l'équipe Pierre TOURRE (architecte en chef) / Marc RICHIER (paysagiste) / TRIBU (Bureau d'études Energie et développement durable).

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a défini les objectifs d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a établi les modalités de la concertation avec la population à mettre en œuvre tout au long de l'élaboration du projet. Le projet d'urbanisme voulu dans le cadre de cette ZAC répond notamment aux objectifs suivants :

- réaliser dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif, accueillant également bureaux et commerces ;
- développer l'urbanisation nouvelle à proximité du tramway, dans la perspective du passage programmé de la 3<sup>ème</sup> ligne sur l'avenue Raymond Dugrand ;
- répondre aux besoins en matière d'habitat sur cette partie du territoire communal, dans le respect du principe de mixité sociale ;
- participer à la requalification de l'avenue Raymond Dugrand et à la composition de la place Pablo Picasso par la création d'un front urbain structuré et ordonnancé ;
- aménager les abords du Lez dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités piétons et cycles entre le fleuve, l'intérieur du quartier et les quartiers voisins.

Par délibération du 4 février 2008, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC Port Marianne - Rive gauche et a dressé le bilan de la concertation préalable.

Une nouvelle phase de concertation a ensuite été organisée durant l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. A la suite de cette phase de consultation publique, le Conseil municipal, par délibération du 14 décembre 2009, a établi le bilan définitif de la concertation et arrêté le dossier de réalisation. Par délibérations du 29 mars 2010, le Conseil municipal a ensuite approuvé le dossier de réalisation de la ZAC ainsi que son programme des équipements publics.

A l'issue d'une procédure de mise en concurrence pour la désignation d'un concessionnaire chargé de la réalisation des aménagements de la ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a approuvé le 22 décembre 2008 les termes d'une concession d'aménagement à signer avec la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM). Ladite concession a été signée le 7 janvier 2009 puis notifiée à la SERM le 14 janvier 2009.

Un avenant n°1 à cette concession d'aménagement a ensuite été approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009 afin de confier à la SERM les études et les travaux nécessaires à la réalisation d'un nouveau pont sur le Lez desservant directement la ZAC Rive gauche. Ce pont, désigné initialement sous l'appellation « Pont de la République », devenu depuis « pont André Lévy » assure la jonction entre l'avenue Théroigne de Méricourt et la rue des Acconiers pour l'ensemble des modes de déplacements (motorisés, piétons, cycles, ...), permettant ainsi le maillage des opérations de Port Marianne en rive gauche du fleuve avec celles de la rive droite (Consuls de Mer et l'Hôtel de Ville, les Aiguerelles, la Restanque, ...). Cet avenant a également permis d'adapter en conséquence le périmètre de la concession pour le rendre conforme à la nouvelle mission de la SERM.

Par délibération du 14 décembre 2009, le Conseil municipal a arrêté le dossier d'enquête parcellaire et le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la ZAC Port Marianne – Rive gauche. Les enquêtes correspondantes se sont déroulées du 21 juin 2010 au 21 juillet 2010, à l'issue desquelles le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif a formulé un avis favorable sur le projet proposé. Le Conseil municipal de la Ville s'étant prononcé favorablement sur l'intérêt général du projet lors de sa séance du 4 octobre 2010, Monsieur le préfet de l'Hérault, préfet de la région Languedoc-Roussillon, a ensuite, par arrêté du 10 février 2011, déclaré l'utilité publique de l'opération et prononcé la cessibilité des terrains nécessaires à sa réalisation.

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'un avenant n°2 permettant à la SERM d'engager des études complémentaires liées au volet hydraulique de



l'opération et de modifier sa rémunération en conséquence. Cet avenant a également acté la modification de l'échéancier de versement de la participation de la Ville à la concession d'aménagement pour la réalisation du pont de la République.

Par délibération du 23 juillet 2012, un avenant n°3 à la concession d'aménagement a été approuvé afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville, permettant ainsi d'intégrer au bilan de l'opération une actualisation des coûts de réalisation du pont de la République ainsi que la part de la Ville au financement des actions Ecocité, non prévues dans le bilan initial.

Afin de tenir compte au mieux des arbitrages budgétaires et d'ajuster en conséquence les participations versées par la Ville dans le cadre de la concession, un avenant n°4 permettant de réduire le montant de la participation de la Ville de 200 000 € et de modifier son échéancier de versement a été approuvé par délibération du 25 novembre 2013 et signé le 10 décembre 2013.

Un avenant n°5 à la concession, signé le 16 décembre 2016, a permis d'intégrer au programme de l'opération un nouveau complexe communal composé d'une crèche, d'une Maison pour Tous et d'un relais d'assistantes maternelles. En conséquence, le bilan de la concession a été augmenté de 6 750 000 €HT (soit 8 100 000 €TTC) correspondant au coût global de cet équipement, compensé par une participation équivalente en recette qui sera versée par la Ville sur les exercices 2018 et 2019.

L'avenant n°5 a également permis d'ajuster, compte-tenu de l'intégration de ces nouveaux équipements publics, le programme prévisionnel global des constructions pour le ramener à 110 000 m<sup>2</sup> de SDP, au lieu de 140 000 m<sup>2</sup> initialement.

Enfin, il a également prorogé la durée de la concession de la SERM jusqu'au 31 décembre 2022 et introduit une nouvelle rémunération correspondant à la gestion des demandes d'implantations commerciales sur le quartier.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées s'élevaient à 23 929 000 € pour un montant total de recettes perçues de 29 204 000 €. Le bilan prévisionnel global s'équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de 45 896 000 €. Ce bilan prévisionnel reste inchangé par rapport au bilan précédent.

Le bilan de l'opération prévoit également l'augmentation de 600 000 € du fonds de concours correspondant à la participation de la ZAC pour la réalisation d'un nouveau carrefour au sud de l'avenue Raymond Dugrand afin, notamment, de favoriser et sécuriser les accès au quartier Rive Gauche.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Rive gauche, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Rive gauche du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 ZAC Port Marianne - Rive gauche
- Compte-rendu annuel à la Collectivité - ZAC Port Marianne - Rive gauche (2016)
- Tableau des cessions 2016 - ZAC Port Marianne - Rive gauche

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

## Zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer Concession d'aménagement Ville-SERM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016) Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (année 2016) Avenant n°14

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer s'est développée dès le milieu des années 1990, en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le Lez. Elle a pour objet principal d'apporter à ce quartier, qui s'était urbanisé sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Dans cet esprit, sa définition et sa coordination urbanistique, architecturale et paysagère ont été confiées à R. KRIER, architecte exerçant à Vienne et à Berlin, dont les travaux s'inspirent des formes de nos anciens cœurs de ville.

Plusieurs opérations de construction se sont ainsi développées sur ce quartier selon les principes de R. KRIER dans la conception des "maisons de ville" qui composent les îlots de la ZAC.

La convention publique d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, a été approuvée par délibération du 9 mai 1994 et modifiée par les avenants n° 1, 2 et 3, autorisés respectivement par les délibérations du Conseil municipal du 24 juillet 1995, du 2 décembre 1996, et du 31 juillet 1998. Un avenant n° 4 approuvé par délibération du 25 juillet 2001 est venu transformer la concession en convention publique d'aménagement.

Un avenant n° 1 à cette convention publique d'aménagement a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2002. Celui-ci a permis d'engager les études nécessaires à une première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, sur des terrains devant accueillir le quartier accompagnant le nouvel hôtel de Ville.

Un avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 29 juillet 2004, désignait la SERM pour la réalisation des travaux d'aménagement et de construction de cette extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cet avenant a également prorogé la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2010 et fixé l'échéancier de la participation financière de la Ville à l'opération.

Le 25 juillet 2003, le Conseil municipal a adopté les objectifs et modalités d'association du public à cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC. D'une superficie de 9 hectares environ, cette opération devait permettre, dans une perspective de mixité urbaine, de compléter le programme du quartier en logements et locaux d'activités, et d'accueillir le futur hôtel de Ville de Montpellier.

Le programme de cette 1<sup>ère</sup> extension de ZAC prévoyait également la réalisation d'un parc public paysager de 4 hectares environ, comprenant en infrastructure un bassin d'orage d'une capacité de 20 000 m<sup>3</sup>, un parc de stationnement public d'environ 700 places, ainsi que des voiries et espaces publics nécessaires au fonctionnement du quartier (équipements aujourd'hui réalisés).

Les études relatives à l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer ont été confiées à l'équipe d'architectes urbanistes Jean Nouvel / François Fontès.

Le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 31 mars 2004. Le dossier de réalisation a, quant à lui, été arrêté par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2004 et approuvé par délibération du 25 juillet 2005. Le programme des équipements publics correspondant a également été approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Après avoir déclaré l'intérêt général de cette extension par délibération du Conseil municipal du 9 mai 2005, la Ville a demandé à Monsieur le Préfet d'en déclarer l'utilité publique, qui a été prononcée par arrêté préfectoral du 20 juin 2005.

Par cette extension d'environ 9 hectares, la superficie totale de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer a été portée à 20,8 hectares.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Un avenant n° 3 approuvé par le Conseil municipal le 25 juillet 2005, a permis de modifier la concession d'aménagement pour ajuster, en le minimisant, le taux de rémunération de la SERM en matière d'acquisitions foncières.

Enfin, le calendrier de réalisation des équipements primaires de la ZAC ayant été décalé dans le temps, l'échéancier de versement des participations de la Ville correspondant à ces équipements a dû être adapté en conséquence et a donné lieu à un avenant n° 4 à la concession d'aménagement, approuvé par le Conseil municipal du 25 juillet 2006.

La première extension de la ZAC au sud de l'avenue du Professeur Antonelli, conçue autour du nouvel hôtel de ville, est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et se poursuit aujourd'hui pour une livraison de l'ensemble des équipements qui la composent fin 2011.

Par délibération du 26 mars 2007, le Conseil municipal a décidé le lancement d'une deuxième procédure d'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer dans le prolongement sud-ouest du secteur du nouvel hôtel de ville, délimitée au sud par la rue des Acconiers. Cette délibération a également fixé les objectifs d'aménagement retenus pour ce projet et les modalités d'association du public.

Outre la nécessité de compléter l'offre en programmes de logements et de bureaux proposée sur le secteur de l'hôtel de ville, cette 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer permettra d'assurer la continuité avec les quartiers existants, la construction d'une façade urbaine le long de la rue des Acconiers et de l'avenue Germaine Tillion (ancienne voie ferrée d'intérêt local) et, surtout, de renforcer l'urbanisation le long de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway.

Dans ce contexte, par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 5 prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015 pour permettre à la SERM de mener les études relatives à ce nouveau projet d'extension de ZAC. Cet avenant n° 5 a également autorisé la SERM à confier la mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) à un prestataire extérieur, après mise en concurrence, cette mission étant supprimée de la convention publique d'aménagement. De même, pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de TVA, cet avenant a intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage.

Enfin, cet avenant n° 5 a acté la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche (« parvis » de l'hôtel de Ville) pour l'accueil d'environ 6 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) de bureaux et de commerces, opération traduite par une augmentation des dépenses dans le bilan prévisionnel de la ZAC compensée à un niveau équivalent par les recettes de cession attendues.

Un avenant n° 6 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération en Conseil municipal du 24 juillet 2008, afin d'adapter les versements de la participation de la Ville au titre des équipements publics à l'échéancier de réalisation de ces mêmes équipements. Cet avenant a également permis d'adapter le taux de rémunération de commercialisation de la SERM propre à la cession du volume du nouvel hôtel de ville. Lors de cette même séance du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a acté l'abandon de la réalisation par la SERM des bâtiments situés à l'ouest de la place Georges Frêche, constatant la possibilité de réalisation de

cette opération par la promotion privée du fait des bonnes conditions du marché. Le Conseil municipal a également approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC, déterminant ainsi le nouveau périmètre d'opération.

Pour donner suite à l'approbation de ce dossier de création, un avenant n°7 à la concession d'aménagement a été approuvé par le Conseil municipal le 9 février 2009, afin d'étendre les missions d'aménageur de la SERM sur une partie du nouveau périmètre de ZAC et d'adapter le bilan financier, et notamment la participation de la Ville et son échéancier de versement, à ces nouvelles missions.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 8 à la concession d'aménagement afin de modifier les missions de la SERM et d'adapter le bilan de l'opération et l'échéancier de versement de la participation de la Ville aux évolutions du programme des travaux (prise en compte des travaux de la ligne 3 du tramway, mise en lumière du quartier par Yann Kersalé dans le cadre du programme « La nuit des liens », adaptation du réseau pluvial dans le secteur des Acconiers). Cet avenant a acté une augmentation de la participation de la Ville de 2 096 000 € HT, portant son montant total à 25 394 400 € HT.

Désireuse de s'appuyer sur l'assistance technique de la SERM dans le cadre de la désignation du futur gestionnaire du parking public d'environ 700 places, la Ville a approuvé un avenant n° 9 par délibération du 26 juillet 2010. Les objectifs de cette assistance étaient de préciser les limites de prestation entre la SERM et le futur gestionnaire, de définir les travaux et équipements assurés par l'un et l'autre et de confier à la SERM les travaux ainsi définis. Cet avenant a également permis de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement pour tenir compte de l'avancement des équipements primaires de la ZAC.

Par ailleurs, un avenant n°10 à la concession d'aménagement a été approuvé par délibération du 25 juillet 2011 afin de modifier l'échéancier de versement de la participation financière de la Ville à l'opération pour tenir compte du calendrier de réalisation des équipements primaires.

En 2010, une phase de concertation portant sur le projet de dossier de réalisation de la deuxième extension de la ZAC (phase 3) a été menée du 29 novembre 2010 au 17 décembre 2010. A l'issue de cette phase de concertation, le Conseil municipal a approuvé, par délibération du 7 février 2011, le bilan complémentaire et définitif de la concertation et a arrêté le projet de dossier de réalisation de cette extension de ZAC.

Par délibérations du 9 mai 2011, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de cette opération.

Par arrêté du 2 août 2012, la déclaration d'utilité publique a été prononcée par le Préfet de l'Hérault.

Parallèlement, le Conseil municipal a engagé, par délibération du 6 février 2012, une nouvelle procédure visant à adapter le périmètre de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Cette démarche, qui répond notamment à l'application du protocole d'accord signé le 8 juin 2011 entre la Ville et les consorts Agelou, propriétaires d'une parcelle située dans la 2<sup>ème</sup> extension de la ZAC, permet aussi d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain des parcelles situées en bordure de la rue du Moulins des sept Cans. L'élaboration du dossier de réalisation est actuellement en cours.

Le 23 juillet 2012, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°11 à la concession afin de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation de la Ville (à hauteur de 500 000 €) de manière à intégrer la réalisation du carrefour à l'intersection de l'avenue Germaine Tillion, de la rue des Acconiers et de l'avenue du Pont Trinquat. Par délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013, l'avenant n°12 à la concession est venu modifier l'échéancier de versement de cette participation afin de la répartir sur les années 2014 et 2015.

Compte-tenu des opérations qui restaient à engager par la SERM, notamment sur le secteur de la deuxième extension (phase 3), une prolongation de la concession de cinq années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2020, a été approuvée par le Conseil municipal lors de sa séance du 6 novembre 2014 dans le cadre d'un avenant n°13 signé le 10 décembre 2014.

Au regard de l'avancement de l'opération au 31 décembre 2016, notamment en matière de réalisation d'équipements publics et de cession des droits à construire, une prolongation de la concession de quatre années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2024, est aujourd'hui proposée dans le cadre d'un avenant n°14.

Au 31 décembre 2016, les dépenses engagées et les recettes perçues au titre de la concession d'aménagement s'élèvent respectivement à 104 452 000 € HT et à 107 242 000 € HT. A la même date, le bilan prévisionnel s'équilibre à 116 183 000 € HT en dépenses et en recettes, en augmentation de 755 000 € HT par rapport au bilan précédent du fait de la réalisation d'un bassin hydraulique.

En application des dispositions de l'article L.1524-3 du code général des collectivités territoriales, la SERM a établi un rapport spécial sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016 qui vous est présenté en annexe de cette délibération.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Consuls de Mer, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;
- d'approuver les termes d'un avenant n°14 à la concession d'aménagement actant sa prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 ;
- de prendre acte du rapport spécial joint, établi par la SERM sur l'exercice de ses prérogatives de puissance publique au cours de l'année 2016, et qui vous a été présenté ;



- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31 décembre 2016 ZAC Port Marianne - Consuls de Mer
- Compte-rendu annuel à la Collectivité 2016 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer
- Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer (2016)
- Tableau des cessions 2016 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer
- Avenant n°14 - ZAC Port Marianne - Consuls de Mer

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme et Aménagement  
durable**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

**ZAC Port Marianne-Parc Marianne  
Concession d'aménagement Ville/SERM  
Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)  
Avenant n°10**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement de Port Marianne, le Conseil municipal a décidé, par délibération du 12 mars 2003, l'engagement d'études de définition urbaine sur une zone située à l'est de l'avenue de la Mer (rebaptisée avenue Raymond Dugrand par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008), couvrant les secteurs au nord et au sud du parc public Parc Marianne et leur environnement immédiat.

Par la même délibération, la Ville a confié à la SERM un mandat pour la réalisation, d'une part, des études préalables aux études de définition urbaines et, d'autre part, des études préalables au montage d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) nécessaires à l'approbation d'une convention publique d'aménagement.

A l'issue des études de définition, le projet de l'équipe d'architectes-urbanistes « Architecture Studio – Imagine – Carrés Verts » a été désigné comme lauréat. Le contrat d'études avec ce groupement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 3 juin 2004, a permis de préciser les orientations urbaines, architecturales et paysagères pour un premier périmètre d'aménagement et d'élaborer les dossiers techniques et administratifs afférents.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure de ZAC sur un premier secteur de 7 ha, délimité par l'avenue du Mondial 98 au nord, l'avenue Raymond Dugrand à l'ouest, la future rue Joan Miró à l'est et le parc Georges Charpak au sud, et désigné sous l'appellation « ZAC Port Marianne-Parc Marianne ». Le dossier de création de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 7 octobre 2004 avec pour objectif principal la construction de logements collectifs et de bureaux.

Par ailleurs, la complexité et la diversité des opérations envisagées sur un même périmètre ont conduit la Ville à lancer le 12 février 2005, une procédure de mise en concurrence en vue de désigner le titulaire d'une convention publique d'aménagement (telle que prévue par les articles L.300-4, L.300-5 du code de l'urbanisme) sur un secteur de 40 ha environ, dénommé alors « Quartier Port Marianne – Parc Marianne, avenue de la Mer, Plaine du Mas de Carbonnier ».

Les objectifs principaux retenus pour ce secteur sont les suivants :

- réaliser la première ZAC de 7 ha, située entre l'avenue du Mondial 98 et le Parc Georges Charpak (capacité d'environ 100 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 1 000 logements, bureaux, commerces et services), créée par délibération du 7 octobre 2004 ;
- poursuivre l'urbanisation par l'aménagement d'une zone d'environ 6 ha au sud du parc (capacité d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de SHON – environ 800 logements, commerces et services) ;
- aménager une zone de 8 ha environ, située entre l'emplacement réservé pour voirie C37 (future avenue Nina Simone) inscrit au plan local d'urbanisme (PLU), la rue du Mas Rouge et l'autoroute A9, dans le secteur de la plaine du Mas de Carbonnier, pour accueillir notamment des entreprises créées ou transférées – capacité d'environ 50 000 m<sup>2</sup> de SHON ;
- requalifier une zone de 4 ha environ située en bordure de la place Ernest Granier et de l'avenue du Mondial 98, aujourd'hui principalement occupée par des activités d'entrepôt et de commerce, afin d'accueillir des bureaux et logements (capacité d'environ 40 000 m<sup>2</sup> de SHON) ;
- aménager une zone de 5 ha environ, située au sud de l'avenue du Mondial 98 et à l'est de l'emplacement réservé pour voirie C99 (future rue Joan Miró), destinée à accueillir un établissement d'enseignement secondaire du 1<sup>er</sup> degré, des logements et activités ;
- requalifier l'avenue Raymond Dugrand, entre la place Ernest Granier et l'autoroute A9, et aménager les voiries structurantes C37 (future avenue Nina Simone) et C99 (future rue Joan Miró).

La commission-jury réunie le 7 avril 2005 a décidé de retenir la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) comme aménageur. Par délibération du 25 juillet 2005, le Conseil municipal a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement liant la Ville à la SERM.

Depuis, le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics de la ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 29 septembre 2005.

Par délibération du 31 janvier 2006, le Conseil municipal a décidé de lancer la procédure d'extension de la ZAC « Port Marianne – Parc Marianne ». A la suite d'une phase d'études et de concertation avec le public, par délibération du 27 juin 2006, le Conseil municipal a approuvé de dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne ainsi que le bilan de la concertation à laquelle elle a donné lieu.

L'extension de la ZAC consiste à urbaniser trois secteurs dans le prolongement de la ZAC initiale :

- au sud de la ZAC initiale, sur environ 15 ha, un secteur intégrant le parc public déjà aménagé et les terrains situés entre ce parc et la future avenue Nina Simone, destinés à recevoir un programme d'environ 80 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) majoritairement de logements,
- un secteur d'environ 5 ha à vocation essentiellement d'activités (programme d'environ 30 000 m<sup>2</sup> SHON), situé dans la plaine du Mas de Carbonnier et délimité par les rues du Mas Rouge, du Mas de Barlet, la future avenue Nina Simone et l'autoroute A9,
- au nord-est, longeant l'avenue du Mondial 98, un secteur d'environ 2 ha destiné à accueillir un programme d'environ 10 000 m<sup>2</sup> SHON de logements.

Le dossier de réalisation ainsi que le programme des équipements publics ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal du 7 février 2007.

L'opération a été déclarée d'utilité publique et ses terrains cessibles par arrêté préfectoral du 23 avril 2007.

A la suite de la loi n° 2005-808 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement.

Le 25 juillet 2006, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à la concession d'aménagement modifiant l'article 16-6 de la concession pour supprimer la participation financière de la Ville d'un montant de 863 000 €, initialement prévue par l'échéancier prévisionnel des dépenses.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée du contrat de concession, un avenant n°2 a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2007 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Pour donner suite à la modification du régime fiscal des participations et afin de garantir les droits de la collectivité en matière de récupération de la TVA, cet avenant a également intégré un modèle de fiches d'ouvrages permettant de déterminer les participations affectées par la collectivité à chaque ouvrage. Enfin, en raison de la bonne commercialisation de l'opération, cet avenant a acté la réduction de 3 000 000 € HT de la participation de la Ville prévue au bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Par délibération du 17 novembre 2008, le Conseil municipal a approuvé la modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, pour intégrer un programme d'aménagement complémentaire du grand parc public Parc Marianne (aujourd'hui dénommé « parc Georges Charpak »), la réalisation d'un réseau de chauffage urbain utilisant une énergie renouvelable (biomasse), et la réduction de 90 à 80 % de la participation de la Ville au financement de la rue Joan Miró (voirie primaire).

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la concession d'aménagement actant l'augmentation de la participation financière de la Ville pour prendre en compte l'actualisation des travaux des infrastructures primaires de l'opération (avenue Raymond Dugrand, avenue Nina Simone et rue Joan Miró).

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la concession d'aménagement en vue de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel des participations financières de la Ville en fonction du calendrier de réalisation des ouvrages de l'opération.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la concession d'aménagement en vue de diminuer de 1 126 000 € HT la participation financière de la Ville à la concession d'aménagement (du fait du versement d'une participation équivalente par la Communauté d'agglomération pour les aménagements de l'avenue Raymond Dugrand liés à la construction de la 3<sup>e</sup> ligne de tramway) et de recalculer dans le temps l'échéancier de versement de cette participation.

Cet avenant n°5 avait également pour objectif de confier à la SERM une mission complémentaire d'évaluation et de suivi des performances énergétiques des constructions réalisées dans la ZAC dans le cadre d'une démarche « éco-quartier ».

Par délibération du 25 juillet 2011, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°6 à la concession d'aménagement en vue de prolonger sa politique de requalification et d'extension urbaine mise en œuvre sur le quartier de Port Marianne, en cohérence avec les quartiers déjà réalisés ou en cours, par l'aménagement d'une partie du secteur de la Baume sur une superficie d'environ 4 hectares, située dans le prolongement direct de la limite nord du périmètre de la concession d'aménagement, le long de l'avenue Raymond Dugrand et de la place Christophe Colomb.

Afin de procéder à la requalification urbaine de ce secteur, sur les moyens et long termes, la Ville a confié à la SERM sur le périmètre ainsi défini :

- une mission d'études pré-opérationnelles sur l'ensemble des parcelles concernées (4 ha),
- une mission d'aménagement opérationnel portant sur une emprise réduite de 2,5 hectares environ, correspondant aux parcelles les moins bâties.

La superficie globale de la concession est à présent d'environ 44 hectares.

En matière de développement durable, ce projet s'est illustré dès 2011 en recevant le prix « Approche écologique globale » dans le cadre du Palmarès national Eco-quartier venant récompenser la prise en compte des principes du développement durable dans la conception et la réalisation de ce nouveau quartier. La ZAC Port Marianne – Parc Marianne a également été choisie en 2013 pour être labellisée « Eco-quartier » dans le cadre d'une démarche nationale, labellisation confirmée en décembre 2015. Enfin, cette opération a été lauréate en 2014 des Victoires du Paysage.

Par délibération du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le Conseil municipal a approuvé une seconde modification du programme des équipements publics de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne, principalement afin d'intégrer à ce programme la réalisation du groupe scolaire Chengdu et de fixer la répartition de son financement entre la Ville (90%) et la concession (10%).

Par délibération du 25 novembre 2013, le Conseil municipal a approuvé un avenant n° 7 à la concession d'aménagement, en vue de modifier l'échéancier prévisionnel de versement des participations financières de la Ville à la réalisation des ouvrages de l'opération, compte-tenu du calendrier de réalisation des infrastructures primaires projetées dans le cadre de cette opération.

Par une délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, une convention d'avance de trésorerie (art. L.1523-2,4° du code général des collectivités territoriales) entre la Ville de Montpellier et la SERM a été approuvée, puis signée le 24 juin 2013. Par délibération du 6 novembre 2014, afin de répondre au nouveau plan de trésorerie, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°1 à cette convention d'avance de trésorerie, permettant d'ajuster le montant et les modalités de versement et de remboursement des avances jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 5 novembre 2015, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, signé le 25 novembre 2016, prévoyant un réajustement de la participation de la Ville à un montant total de 37 160 341 € pour la réalisation d'équipements publics primaires et permettant de recalculer dans le temps l'échéancier prévisionnel de versement correspondant.

Par délibération en date du 20 octobre 2016, le Conseil Municipal a approuvé un avenant n°9 à la concession d'aménagement ayant pour objet d'acter une diminution de la participation de la Ville pour la réalisation d'équipements publics primaires de l'ordre de 2 220 000 € TTC résultant d'économies substantielles sur la réalisation de certains espaces publics. Ce même avenant n°9 prévoyait par ailleurs d'intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire pour les missions de suivi et de gestion des demandes d'implantations commerciales de la SERM, et de lisser dans le temps la rémunération des opérations de liquidation de la SERM pour les adapter au travail réellement effectué par la société.

A la demande de la Ville, la SERM a proposé de modifier l'échéancier de versement de la participation d'équilibre due par la Ville sur les exercices 2017, 2018 et 2019 : cette modification doit faire l'objet d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement qu'il est proposé d'approuver aujourd'hui. Ce même avenant propose par ailleurs une augmentation de la participation d'équilibre de la collectivité de 720 000 € TTC afin de permettre la réalisation d'un nouveau carrefour sur l'avenue Raymond Dugrand permettant d'optimiser le maillage viaire de l'ensemble du secteur.

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement s'élève à 79 116 000 € pour un montant de recettes constaté de 79 160 000 €.

Le bilan prévisionnel total de l'opération s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 125 290 000 €. Ce bilan prévisionnel est en augmentation par rapport à l'exercice précédent afin d'intégrer notamment le montant global des travaux du nouveau carrefour à réaliser sur l'avenue Raymond Dugrand (travaux, études, rémunération...) tel que proposé dans l'avenant n°10.

**En conséquence, il vous est proposé :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne - Parc Marianne, établi par la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SERM à la date du 31 décembre 2016 ;

- d'approuver les termes d'un avenant n°10 à la concession d'aménagement permettant de modifier le montant de la participation d'équilibre et son échéancier de versement dans le temps ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan prévisionnel au 31/12/2016
- CRAC
- Avenant n°10

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du vendredi 3 novembre 2017

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille dix sept et le trois novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Urbanisme et Aménagement durable

#### Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

#### Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES.

## ZAC Port Marianne - République Concession d'aménagement Ville/SA3M Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2016)

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares environ. Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Port Marianne - Parc Marianne, Port Marianne - Jacques Cœur et Port Marianne - Rive Gauche qui s'étendent en rive gauche du Lez.

Par délibération du conseil municipal du 4 juin 2008, la Ville a adopté le principe d'aménagement de ce nouveau quartier sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), a désigné ce quartier sous l'appellation ZAC Port Marianne - République, et a défini les objectifs d'aménagement du projet ainsi que les modalités de concertation et d'association du public. Le bilan de la concertation et la création de la ZAC ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 22 décembre 2008.

Par délibération du conseil municipal du 4 mai 2009, la Ville de Montpellier a décidé le lancement d'un concours d'urbanisme pour la conception et le suivi de ce nouveau quartier.

A l'issue du concours d'urbanisme, le conseil municipal a décidé, en sa séance du 4 octobre 2010, de confier le marché d'urbaniste - architecte coordonnateur de ce quartier à l'équipe Agence Nicolas Michelin et Associés /Nicolas Boudier (Atelier A5). Un plan-guide a été finalisé par l'architecte en chef de la ZAC en 2014, permettant d'engager la phase de réalisation de la ZAC qui reste à intervenir.

Soucieuse de maîtriser le développement durable de son territoire et eu égard à la complexité du projet qui tient notamment à :

- la protection hydraulique du bassin versant de la Lironde,
- l'existence d'un secteur de hameau à l'angle de l'avenue Nina Simone et de la rue du Mas Rouge,
- l'existence d'un secteur secondaire de faible emprise (secteur de la Cavalade) impacté par le projet d'internat régional inauguré en septembre 2016,
- la présence de lignes électriques haute tension nécessitant d'intervenir en plusieurs phases,

la Ville de Montpellier a souhaité confier la mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau quartier à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), dans le cadre d'une concession d'aménagement.

C'est donc par une délibération du 19 février 2016 que la Ville de Montpellier a approuvé les termes d'une concession d'aménagement à conclure avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis la SA3M. Cette concession d'aménagement a par la suite été signée entre les parties le 7 avril 2016, puis déposée en Préfecture de l'Hérault le 8 avril 2016.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°1 à cette concession d'aménagement afin de compléter les missions de promotion et de commercialisation que doit assurer la SA3M et prévoir le versement de la rémunération qui s'y attache. Cet avenant proposait par ailleurs de modifier la participation d'équilibre à verser par la Ville à la SA3M pour intégrer le montant de la convention de participation du projet d'internat régional perçu par la Ville (171 160 €) portant la participation d'équilibre totale à 467 000 €.

Au 31 décembre 2016, le bilan de l'opération s'établit à 720 000 € en dépenses et 9 000 € en recettes. Le montant du bilan est inchangé par rapport au bilan de l'année précédente. Toutefois, quelques ajustements internes sont proposés (augmentation du poste travaux en fonction des études, adaptation du poste foncier..). Le montant de la participation d'équilibre à verser par la Ville reste inchangé par rapport à l'exercice précédent (467 000 €).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 concernant la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire de la concession d'aménagement ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de cette opération tel qu'établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2016 ;

- de prendre acte du document joint identifiant les cessions effectuées dans le cadre de la concession de la ZAC Port Marianne – République du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions de la délibération

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRAC
- Tableau acquisitions
- Bilan concession

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Akte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

